

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8^e
Téléphone : EUROpe 47-08

SOMMAIRE

Remarques sur la nouvelle crise du Parti communiste français.....	1	LUCIEN LAURAT. — La crise permanente de l'agriculture soviétique...	13
CLAUDE HARMEL. — « Sibérie heureuse » contre « L'étoile dans le brouillard » : Procès littéraire? Non, procès politique	5	BRANKO LAZITCH. — Nouveaux échos du VIII ^e Congrès de l'Internationale communiste	15
NICOLAS LANG. — Nouvelle offensive communiste au Congo ex-belge....	10	JEAN DORAN. — La pénétration communiste dans les pays sous-développés en 1960.....	17
Nouvelle protestation des étudiants noirs en U.R.S.S.....	12	Chronique du mouvement communiste mondial	19

Remarques sur la nouvelle crise du Parti communiste français

LA crise qui a brusquement éclaté au grand jour au lendemain de la réunion que le Comité central du Parti communiste français a tenue à Ivry du 13 au 15 janvier 1961 couvrait depuis longtemps dans les rangs du Parti, depuis plus longtemps même que ne l'indiquent les accusations portées par M. Thorez.

Une crise déjà ancienne

« De graves divergences opposent, depuis des années, et de façon systématique, toujours ensemble, deux camarades, Laurent Casanova et Marcel Servin, aux autres membres du Bureau politique », a-t-il dit devant le Comité central, et, du reste de son intervention, on peut déduire que les opposants qu'il dénonce se sont manifestés comme tels il n'y a guère plus de deux ans, quand « Marcel Servin, en janvier 1959, avec le soutien de Casanova », remit en cause l'analyse des résultats du premier référendum que le Comité central avait approuvée le 4 octobre 1958. Cette analyse avait été présentée au nom du Bureau politique par M. Servin lui-même, et M. Servin avait assuré alors que la ligne politique du Parti « précisée notamment dans le rapport de Maurice Thorez à

la conférence nationale de juillet 1958 » n'était pas en cause, ce qui ne signifiait pas, ajoutait-il, qu'il n'y eût pas de remarques à faire sur sa mise en application (*L'Humanité*, 6 octobre 1958). Avait-il déjà exprimé son désaccord, et ne lui avait-on confié la charge de défendre la thèse officielle que pour enrayer son glissement vers l'opposition, limiter sa liberté de manœuvre, conformément à une méthode éprouvée? Faut-il penser au contraire qu'il partageait encore en octobre les vues (et les illusions) du secrétaire général, et qu'il fallut, pour lui ouvrir les yeux, les résultats des élections législatives du 23 novembre 1958, beaucoup plus catastrophiques encore pour le Parti communiste que ceux du référendum constitutionnel? Ce véritable effondrement électoral avait jeté les dirigeants du Parti dans le désarroi, un désarroi dont on peut trouver une preuve indirecte dans ce petit fait — très significatif pour qui connaît le caractère de M. Thorez autrement que par ses hagiographes : à la session du Comité central qui, le 10 décembre 1958, examina la situation au lendemain du désastre électoral, ce fut M. Etienne Fajon qui présenta le rapport habituel et M. Jacques Duclos, qui prononça le discours de clôture. M. Thorez était absent. Il avait préféré ne pas

affronter si tôt une explication difficile. Il laissait ses seconds se tirer d'affaire. Cela lui donnait d'ailleurs la latitude de les désavouer plus tard, si besoin était. Peut-être le calcul se révéla-t-il mauvais? Peut-être MM. Casanova et Servin n'auraient-ils pas eu l'audace de manifester leur désaccord si les explications du Parti avaient été revêtues de l'estampille personnelle de M. Thorez? Peut-être, en affrontant lui-même la difficulté, le secrétaire général aurait-il retardé l'éclatement de la crise, ou l'aurait-il contraint de se manifester sous des formes moins dangereuses?

Quoi qu'il en soit de ces hypothèses sur le moment auquel les « déviationnistes » d'aujourd'hui ont manifesté leur opposition, la crise dont « l'affaire Servin-Casanova » est l'expression, remonte à deux ou trois années au-delà, et c'est d'ailleurs ce qui fait la gravité de la péripétie présente. Car les mécontentements divers que l'on sentait depuis 1956 dans de nombreux secteurs du Parti ou de sa zone d'influence peuvent aujourd'hui se rassembler, se cristalliser autour des deux militants qu'on vient de mettre sur la sellette, devenir de ce fait une force, et encourager les deux opposants à la résistance, puisque, à la différence de la quasi-totalité de leurs prédécesseurs, au moins depuis Doriot, il se peut qu'ils ne soient pas réduits à eux-mêmes, que la direction du Parti ne parviennent pas à les isoler pour les « liquider » ensuite.

1956, année décisive

L'année 1956 restera l'une des plus importantes de l'histoire du Parti communiste français — celle peut-être dont il faudra dater le début de sa décadence, celle au moins à laquelle il faudra faire commencer une période de recul et de défaite. Depuis lors, en effet, il est secoué par une crise dont l'origine est double.

Elle est née, assurément, cette crise — c'est ce que l'on sait le mieux — de la « déstalinisation », de la dénonciation du « culte de la personnalité » par les dirigeants du P.C. soviétique et des répercussions que cette dénonciation a eues en Pologne et en Hongrie. La révélation de quelques-uns des crimes de Staline a troublé bien des militants, encore plus de sympathisants, en particulier dans cette frange ou cette collerette d'« intellectuels » dont ses chefs aiment orner le Parti sans d'ailleurs jamais permettre que ces universitaires ou ces écrivains y jouent un rôle autre que de décoration publicitaire. L'affirmation par Khrouchtchev que la direction du Parti devait être collective avait donné à quelques-uns l'audace de dire que la démocratie n'existait pas à l'intérieur du Parti, et beaucoup avaient pris conscience de la dictature exercée par le secrétaire général, qui, d'ailleurs, malgré un léger effort pour sauver les apparences et faire semblant de se mettre au goût du jour, s'est enfermé de plus en plus dans une solitude olympienne où ne l'atteignent ni conseils ni critiques, pas même ceux des militants à qui leurs fon-

tions donnent, de par les statuts et la coutume, le droit à la parole. Enfin, on n'a pas pu faire croire à tout le monde dans le Parti, encore moins dans la frange, que l'effervescence polonaise en octobre 1956, que l'insurrection hongroise en novembre de la même année fussent le fait des « réactionnaires », des « hobereaux », des « agents de l'impérialisme ». On n'a pas pu cacher ni que le peuple le plus authentiquement peuple pouvait être hostile dans ses profondeurs au communisme triomphant, ni que les communistes au pouvoir étaient capables de mitrailler le peuple.

Telle est l'une des origines de la crise, celle qui confère à la « déviation » qui en est issue le caractère d'une « déviation opportuniste », d'une « déviation de droite », pour user de la terminologie habituelle. Par son autre origine, au contraire, la crise a donné naissance à une seconde déviation, « gauchiste » celle-là (encore que l'analyse seule puisse distinguer l'un de l'autre ces deux courants d'opposition qui, dans la pratique, se mêlent de façon à peu près inextricable, ce qui complique encore plus la tâche du secrétaire général).

Le rapport secret de Khrouchtchev sur les crimes de Staline, l'insurrection hongroise et la répression qui suivit ont caché généralement aux observateurs ou effacé de leur mémoire une autre série de faits dont les répercussions n'ont pas été moindres à l'intérieur du Parti et dans sa zone d'influence.

Le groupe parlementaire a voté les pouvoirs spéciaux pour l'Algérie, en mars 1956; il s'est abstenu dans un vote qui concernait la politique générale du gouvernement Guy Mollet, y compris sa politique algérienne, et notamment l'appel du contingent. Ce faisant, il obéissait à des directives très précises venues de Moscou où l'on caressait l'espoir d'une alliance avec les socialistes occidentaux.

Ces votes soulevèrent des protestations au sein du Comité central et du groupe parlementaire, et il fallut toute l'autorité de Thorez pour les imposer. Le trouble créé n'en fut pas apaisé pour autant, d'autant plus que, depuis lors, les dirigeants du P.C., tout en soutenant *politiquement* le F.L.N., ont toujours pris le plus grand soin à réduire à peu près à rien l'aide *matérielle* qu'il aurait pu lui apporter, soit pour ne pas s'exposer à des mesures répressives de la part du pouvoir, soit pour des raisons plus obscures et qui tiennent à ce que les communistes n'accordent à quelqu'un leur appui concret que dans la mesure où ils sont certains de travailler pour eux-mêmes.

Cette attitude prudente a profondément heurté une partie de la clientèle communiste. Elle lui est apparue comme un refus de l'action révolutionnaire. Il existe jusque dans les rangs du Parti, et à plus forte raison dans ses organisations de masse, des militants qui n'ont qu'un souci médiocre des objectifs ultimes du mouvement communiste mondial, et qui sont allés à lui dans l'espoir de pren-

dre part ainsi aux aventures révolutionnaires du siècle. Or, l'action révolutionnaire, c'est à leurs yeux le F.L.N. qui la mène aujourd'hui. Le terrorisme, c'est lui. La guérilla, c'est lui. L'ébranlement des institutions traditionnelles, c'est lui encore, et c'est lui toujours qui paraît incarner quelques grands mots, quelques grands mythes : l'indépendance, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la révolution nationale.

Ainsi s'explique le succès de journaux comme *France-Observateur* (pour n'en pas citer d'autres), de groupements comme le P.S.U. Succès limité, sans doute, car il ne va guère au-delà des milieux intellectuels, mais succès gênant pour le Parti communiste parce que ceux qui sont touchés du désir de participer au combat de la rébellion algérienne sont précisément ceux qui, pour les mêmes raisons, fournissaient normalement aux communistes la majeure partie de leurs « compagnons de route ».

Ainsi, tout le système d'organisations de masse que les communistes ont savamment organisé autour de leur Parti est travaillé par des forces qu'on pourrait dire centrifuges, et ces mêmes organisations qui, jusqu'ici, amenaient au Parti des sympathisants, formaient comme une antichambre du Parti, jouent aujourd'hui ou tendent à jouer le rôle inverse : elles éloignent, elles risquent d'éloigner du Parti, en offrant à ceux qui le quittent la possibilité de poursuivre une action à leurs yeux révolutionnaire.

L'occasion de la crise

On comprend mieux, quand on a présent à l'esprit le trouble que l'affaire algérienne a jeté jusque dans les rangs du Parti, pourquoi la crise a éclaté au grand jour à l'occasion du référendum sur la question de l'Algérie, à l'occasion aussi, ne l'oublions pas, de « l'affaire du 27 octobre ».

Il est bien certain que les dirigeants de l'Union nationale des Etudiants de France (U.N.E.F.) ont agi de façon fort cavalière en conviant publiquement partis et syndicats à une manifestation grosse de risques sans avoir au préalable recueilli l'avis des organisations qu'ils mettaient ainsi en quelque sorte au pied du mur, et les chefs communistes ne sont pas seuls à en avoir éprouvé de l'irritation. Il est toutefois tout aussi clair que ce n'est pas ce sentiment qui a guidé M. Thorez, qu'il n'a pas voulu donner une leçon à ces jeunes gens abusifs, mais qu'il a cherché à éviter l'épreuve de force avec la police que souhaitaient les dirigeants de l'U.N.E.F. (et plus encore sans doute leurs conseillers occultes et ordinaires).

De ce fait, du fait de leur hésitation devant « l'épreuve physique » et des directives conçues dans cet esprit qu'ont reçues et appliquées leurs militants, notamment ceux de la C.G.T., les communistes sont apparus aux yeux de l'opinion d'extrême-gauche comme les « saboteurs » de l'action révolutionnaire. Le résultat n'en est pas seulement que le

Parti s'est ainsi coupé d'une large partie de sa clientèle ou « semi-clientèle », isolé et, par suite, réduit, au moins momentanément, à l'impuissance. Le résultat est aussi que la rupture s'est faite en quelque sorte au profit des autres, que ce sont les autres qui apparaissent comme les porteurs de l'idée la plus révolutionnaire. Autrement dit, les habituels compagnons de route n'ont pas, en s'écartant du Parti communiste, le sentiment qu'ils sont moins révolutionnaires que lui et qu'ils retombent plus à droite. Ils pensent, au contraire, qu'ils dépassent le Parti communiste, qu'ils sont plus révolutionnaires que lui, et cela ôte aux dirigeants communistes le meilleur moyen de pression qu'ils avaient sur eux : ils ne peuvent plus les mortifier en les traitant de petits bourgeois pusillanimes.

Ce n'est certes pas la première fois que la direction du P.C.F. s'est trouvée ainsi « tournée sur la gauche ». Seulement, les « gauchistes » ne formaient d'ordinaire que des groupuscules sans force propre, sans puissance d'attraction. Aujourd'hui, ils prennent appui sur des organisations qui tiennent une place dans la vie politique du pays : l'U.N.E.F., déjà citée, le Parti socialiste unifié, la Fédération de l'Education nationale, et jusque dans les « satellites » du P.C., le Mouvement de la Paix, la C.G.T. elle-même.

Isolés par « l'affaire du 27 octobre », les communistes se sont enfoncés davantage encore dans l'isolement en prenant position pour le « non ». Ainsi ils se sont distingués d'à peu près tous leurs alliés habituels dans « la lutte pour la paix en Algérie », les uns, comme les dirigeants du P.S.U., ayant penché pour le boycott, c'est-à-dire l'abstention, avant de se rallier au « non », les autres, la C.F.T.C., la Fédération de l'Education nationale, l'U.N.E.F., ayant laissé à leurs adhérents la liberté de leur vote.

Sans doute, M. W.-Rochet a-t-il pu dire que les adversaires du « non », qui ne voulaient pas mêler leur vote à celui des « ultras », « *s'exagéraient considérablement l'influence et la force* » de ces dits « ultras ». Sans doute a-t-il pu arguer que, sans les directives du P.C. en faveur du « non », « *de Gaulle aurait obtenu entre 96 et 98 % des suffrages exprimés* » et qu'« *il n'y aurait plus eu aucune opposition démocratique dans le pays* ». L'écrasement des ultras, même s'il est moins complet que ne l'assurait M. Rochet, a vraisemblablement fourni à M. Thorez l'occasion de son offensive. Sur un point essentiel de leur analyse, les opposants s'étaient trompés. Il n'en reste pas moins qu'on peut discerner, au travers des critiques formulées contre eux, qu'ils préconisaient (sans aller sans doute jusqu'au bout de leur pensée) une tactique parfaitement justifiable du point de vue de la doctrine.

Une politique de front national

Leur souci principal était assurément de maintenir le contact entre le P.C. et ses alliés devenus habituels ; mais ils songeaient aussi,

semble-t-il, à la possibilité de garder ou de prendre contact avec une large part de la masse des « oui », masse hétérogène s'il en fut, et par conséquent susceptible d'être manœuvrée.

« *Le problème, pour un parti comme le nôtre* », a assuré M. Rochet, « *ce n'est pas d'être de toute façon et quoi qu'il arrive avec la majorité* » et sans doute MM. Servin et Casanova ne peuvent-ils que souscrire à cette affirmation conforme à la conception du Parti, « avant-garde de la classe ouvrière ». Ils auraient pu, toutefois, objecter qu'en se mêlant aux partisans du « oui », ils auraient pu changer la signification du référendum et jeter les bases d'un « front national » analogue à celui à l'abri duquel le Parti communiste progressa si puissamment entre 1944 et 1947.

Ont-ils été jusqu'à expliciter cette pensée? L'ont-ils même formulée en leur for intérieur? On ne saurait le dire. Mais les reproches que M. Thorez leur a adressés, ainsi qu'à M. Pronteau et à quelques autres, conduisent logiquement à leur prêter ce dessein, cette politique.

Selon le secrétaire général du Parti, ils auraient, les uns et les autres, pris soin de distinguer au moins deux groupes, deux tendances parmi les capitalistes, le chef de l'Etat se trouvant être l'instrument de la plus « progressiste », de celle qui n'hésiterait pas à faire de sérieuses concessions, aussi bien en ce qui concerne l'indépendance des colonies et de l'Algérie qu'en politique internationale. Ils auraient également prétendu que la pression du capitalisme américain sur le capitalisme britannique et le capitalisme français serait devenue moins forte, moins contraignante; ainsi la France et la Grande-Bretagne auraient retrouvé une certaine liberté d'action. Aux contradictions au sein de la bourgeoisie nationale s'ajouteraient ainsi les contradictions au sein du bloc impérialiste, et il est parfaitement conforme à la doctrine tactique du P.C. d'utiliser ces contradictions, de faire alliance avec la partie « progressiste » de la bourgeoisie nationale pour atteindre certains objectifs, quitte à reprendre contre elle la plus âpre bataille une fois ces objectifs atteints. En faveur d'une telle tactique, MM. Servin, Casanova et Pronteau auraient pu citer de multiples précédents, à commencer par l'alliance tacite que le Parti conclut naguère pour faire échouer la C.E.D. avec des hommes qui se trouvent aujourd'hui au pouvoir.

Au demeurant, il n'est pas sûr qu'une partie des affirmations aujourd'hui reprochées aux opposants n'ait eu, voici peu, l'aval du secrétaire général, entre octobre 1959 et avril 1960, par exemple. Une phrase de son intervention est, de ce point de vue, révélatrice. Si l'on part de l'analyse qu'il reproche aux opposants d'avoir proposée, « *on est conduit* », a-t-il dit, « *à l'incompréhension de faits comme la rupture de la conférence au sommet* ».

C'est oublier volontairement que ces thèses ont été conçues précisément au moment où les communistes préparaient la conférence au sommet et où, à Moscou, on espérait tirer de celle-ci quelques avantages. C'était le temps où semblait s'esquisser un rapprochement franco-soviétique dans le style de décembre 1944. Ces thèses, déclarées aujourd'hui hérétiques, ne furent certainement pas élaborées ni publiées à l'insu de M. Thorez — et il n'y aurait pas à chercher beaucoup pour en trouver trace dans ses propres discours.

Quand survint le tournant de la politique soviétique dont l'affaire de l'U-2 fournit le prétexte, M. Thorez s'en prit à ceux qui avaient exposé ces thèses, mais, nous dit-il, Servin et Casanova maintinrent leur approbation. En d'autres temps, ils avaient effectué sans murmure des revirements tout aussi spectaculaires. Pourquoi n'ont-ils pas suivi cette fois-ci? Vraisemblablement parce qu'ils restaient plus sensibles que M. Thorez à la situation intérieure française et qu'il leur semblait maladroit de revenir à une politique « sectaire » qui allait progressivement isoler le Parti, le mettre à l'écart de l'agitation qui se développait autour de l'affaire algérienne. La détérioration des rapports entre le P.C. et ses alliés d'octobre 1960 à janvier 1961 a justifié leurs inquiétudes.

Répetons-le : c'est, pour une part, parce qu'ils se sentent appuyés à l'extérieur du Parti par la « petite gauche » et certaines formations syndicales, à l'intérieur par tous les mécontents demeurés plus ou moins silencieux depuis 1956 que MM. Servin, Casanova ainsi que M. J.-P. Vigier ont eu le courage, assez insolite, de monter à la tribune du Comité central pour maintenir l'essentiel de leur point de vue tout en assurant qu'ils respecteraient la discipline.

Reste à savoir si la campagne organisée contre eux par M. Thorez au sein du Parti ne les isolera pas très vite de leurs soutiens éventuels. Le secrétariat général invoque contre eux l'unité du Parti, ce qui est un mythe efficace. Prudemment, il n'a pas fait convoquer encore d'assemblées de militants. Ce sont jusqu'à présent les Comités fédéraux, mieux en main, qui ont condamné les déviationnistes. Verra-t-on des sections ou des cellules prendre le parti des « déviationnistes »? Celles qui le feront seront sans lien entre elles, et sans force.

La scission paraît donc bien exclue, et MM. Casanova et Servin devront subir les sanctions qui vont s'abattre sur eux; sans doute quelque chose comme un retour à la base. S'inclineront-ils en attendant, dans la pénitence, des jours meilleurs? Se rebelleront-ils comme le fit M. Lecœur? Ils peuvent penser qu'ils trouveraient en entrant en dissidence plus d'appuis et de concours que n'en obtint celui-ci. L'état d'esprit général n'est pas le même. Mais ils ont aussi bien des raisons pour craindre de faire le saut.

Quelque décision qu'ils prennent, le Parti

« Sibérie heureuse » contre « L'Étoile dans le brouillard »

Procès littéraire ? Non, procès politique

ON aimerait pouvoir s'arrêter longuement sur le procès qui a opposé le 26 janvier 1961, à Lyon, aux Editions Emmanuel Vitte on ne sait au juste qui, les Editions Julliard, une « Agence artistique et littéraire parisienne » ou l'écrivain soviétique Anatole Kouznetsov. On aimerait s'y arrêter, non seulement parce que le jugement qui sera prononcé a des chances de créer un précédent, de faire jurisprudence sur un point de droit qui demeure assez obscur, mais parce qu'on y voit de façon fort claire l'habileté des Soviétiques à profiter de toutes les faiblesses de l'Occident pour le pousser vers sa perte.

Une traduction non autorisée

De quoi s'agissait-il ?

En octobre 1958, paraissait à Lyon, aux Editions Emmanuel Vitte, un petit livre traduit du russe par Paul Chaleil. Le traducteur — en réalité le R.P. Paul Chaleil — avait trouvé le texte qu'il avait traduit — une longue nouvelle plutôt qu'un roman — dans le numéro 7 de juillet 1957 de *Younost (Jeunesse)*, revue littéraire mensuelle destinée aux jeunes. Il avait été attiré par ce récit, au premier regard, parce que l'essentiel de l'aventure contée se passait sur les grands chantiers d'Irkoutsk et de Bratsk, là où lui-même avait passé six ans comme hôte involontaire de l'univers concentrationnaire. La police soviétique l'avait fait arrêter en effet dix ans plus tôt, le 28 décembre 1948 à Kharbine, en Mandchourie (il était missionnaire en Extrême-Orient depuis 1939), et, après les péripéties que l'on imagine, il avait échoué — condamné à vingt-cinq ans de prison — dans un bagne sibérien dont les occupants (qui avaient d'abord été des prisonniers japonais) avaient pour tâche de construire l'infrastructure de la zone industrielle qui devait s'édifier autour du futur barrage de l'Angara, dans la province d'Irkoutsk, près du lac Baïkal : bûcheronnage, terrassements, construction de voies ferrées étaient les travaux auxquels le Père Chaleil fut forcé avec ses compagnons dans les conditions inhumaines des camps de redressement soviétiques jusqu'à ce qu'il fût libéré, en

communiste n'en sera pas moins affaibli par cette crise : le moins qui puisse lui arriver, c'est un nouveau « tassement » de ses effectifs.

A nouveau, des adhérents perdront courage. Ils ne feront pas d'éclat, puisque la machine du Parti est en train de les empêcher de se rallier autour de ceux qui auraient pu être des chefs de tendance. Ils partiront en silence, sans même donner leur démission, en cessant de payer leurs cotisations.

Ainsi en fut-il jadis, quand la politique sectaire imposée par Staline au P.C.F. l'avait réduit à l'état de squelette.

C. H.

août 1955, sur l'intervention du gouvernement français : on était alors dans la première phase de la « déstalinisation » et les dirigeants soviétiques consentaient à retrouver dans leurs prisons pour les rendre à l'Occident, dans un grand geste de clémence, quelques-uns des Européens qu'ils y tenaient enfermés depuis des années en feignant d'avoir oublié leur existence.

L'auteur de la nouvelle, Anatole Kouznetsov (ou Kouznetsoff) était un jeune écrivain, né en 1929, qui devait son sujet au séjour qu'il avait fait à l'été de 1956 dans la région d'Irkoutsk où la revue *Younost* l'avait envoyé faire un reportage. Il avait donné pour titre à son œuvre « *Prodolgéné Leguendy* », Suite de la légende ou La légende continue. Mais le traducteur, frappé par le ton du récit, par l'incertitude du héros principal sur le sens de sa vie, lui avait préféré un autre titre (qu'il expliquait dans l'avant-propos) : « *L'étoile dans le brouillard* » (« *Dans les solitudes glacées de la Sibérie, vous semblez, Tolya, ne plus percevoir l'Etoile Rouge du Kremlin; elle semble cachée à vos yeux par un épais brouillard* ») et l'éditeur, suivant cette indication, avait fait figurer sur la couverture ce qui symbolise pour nous la Sibérie — sur un fond de taïga, des sapins et des fils barbelés — avec, dessus, l'étoile rouge du Kremlin.

C'est de la même façon, mais dans le sens contraire, qu'a procédé l'auteur de la traduction officielle, parue en 1960 chez Julliard : considérant sans doute lui aussi que le titre véritable serait trop énigmatique pour le public français, il a intitulé son roman : « *Sibérie heureuse* ».

Ni le Père Chaleil ni le directeur des Editions Vitte n'avaient sollicité l'autorisation de l'auteur pour traduire son roman. Ils savaient que l'Union soviétique n'avait pas reconnu les conventions internationales en matière de propriété littéraire et de droits d'auteur. Comment donc un écrivain soviétique pourrait-il les contraindre à respecter des accords que son pays n'a pas signés et qu'il ne respecte pas ?

Les Soviétiques montent une opération politique

Si l'on en croit le correspondant lyonnais (de *l'Humanité*, 27-1-1961), ce fut Aragon qui alerta les Soviétiques. Il fit parvenir « un jour » à Kouznetsov un exemplaire de la traduction Chaleil. « *Ayant lu ce texte* », Kouznetsov aurait « *alerté son agent littéraire en France* » (sic). D'où le procès.

Il faudrait tout ignorer de l'U.R.S.S. pour croire que Kouznetsov a agi de son propre chef. Rien ne s'est fait sans l'ordre des dirigeants soviétiques et ils ont même attaché à l'affaire une importance singulière si l'on en juge par le soin avec lequel elle a été conduite, par la place qu'on lui a donnée dans les journaux soviétiques.

Le 6 janvier, c'est la *Pravda* qui en parle. On y lit, sous la plume d'un critique célèbre à Moscou, une espèce de roman noir du plus haut comique. Comme les Editions Emmanuel Vitte ont, depuis un siècle, le privilège de s'intituler « *Librairie de l'archevêché et des facultés catholiques* », c'est de toute évidence l'archevêque

qui a tout fait (1). Il a acheté M. Vitte qui a acheté M. Paul Chaleil. Un moment, il a eu peur que le travail ne fût pas bien fait. « C'est que M. Vitte sous-estimait M. Paul Chaleil, ce bandit de la plume. » Mais ses craintes n'étaient pas fondées, car « lorsque M. Emmanuel Vitte eut enfin entre les mains la traduction défigurée de la nouvelle : La légende continue, ses mains tremblèrent », de joie, bien sûr.

Le tableau est assurément pittoresque, et digne des « Mystères de Paris ». Quant à sa vérité ! Ne donnons qu'un détail : Emmanuel Vitte est mort depuis environ cinquante ans !

Le 18 janvier, c'est Kouznetsov lui-même qui opère, dans la *Komsomolskaïa Pravda* :

« J'ai raconté... la simple histoire d'un jeune homme qui est allé construire une usine hydraulique sur l'Angara, qui a traversé toutes sortes de difficultés, de doutes, d'insuccès, mais qui, lorsqu'il fut devenu un véritable ouvrier moderne, lorsqu'il eut connu la joie et le triomphe du travail pour le bien des hommes, et enfin compris en quoi consistait le véritable bonheur dans la vie, et est devenu un bâtisseur convaincu et militant du communisme.

« Et tout à coup, je reçois de France un exemplaire très bien présenté, de mon livre. Sur la couverture glacée, je vois mon nom. Cette couverture représente un paysage de la Taïga sibérienne, sombre, derrière des barbelés. Au-dessus de la Taïga, dans le brouillard, brille une étoile à cinq branches. Le nom du livre est : « L'étoile rouge dans le brouillard. »

[Il y a là une inexactitude — le titre est : L'étoile dans le brouillard — qui autorise à se demander si Kouznetsov sait le français ou s'il a lu le livre.]

« L'éditeur est Emmanuel Vitte. Le traducteur est Paul Chaleil. Ce livre a été édité par les Editions de l'Archevêché. N'allez pas penser que ce sont eux-mêmes qui m'ont envoyé ce livre. Ce sont des Français honnêtes, indignés par l'arbitraire de l'archevêque, qui me l'ont envoyé (2). »

(1) Cette interprétation est reprise par Marcel Peyrenet, journaliste français, dans le reportage qu'il a adressé à la *Komsomolskaïa Pravda* (26-1-61).

« Tout ce qui s'est passé avec le livre de Kouznetsov ne me semble pas être l'effet du hasard, d'une erreur de l'éditeur, abusé dans sa bonne foi par un traducteur malhonnête. Non, l'éditeur et le traducteur sont les maillons d'une chaîne qui s'étend jusqu'au « très saint » archevêque de Lyon, le cardinal Gerlier. C'est autour de ce dernier que ce sont groupées les forces les plus obscures et les plus acharnées qui soutiennent l'impérialisme et le colonialisme, qui jettent de l'huile sur le feu de la guerre froide (sic). C'est lui qui, sur l'ordre du pape de Rome, en fait, a enlevé le chanoine Kir, maire de Dijon, pour l'empêcher de rencontrer le président Khrouchtchev lors de son voyage en France. »

Et notre reporter de continuer, pour bien prouver que les catholiques lyonnais sont à l'avant-garde de l'offensive anti-soviétique :

« Le journal Echo-Liberté a révélé tout dernièrement qu'un docteur lyonnais, le très pieux catholique Mérié (transcription non garantie), qui avait déjà été dénoncé pour ses activités d'espionnage par le journal soviétique Troud, avait effectivement, lors d'un voyage en U.R.S.S., pris des photos dans des lieux proches de la frontière finlandaise. Quel cynisme ! Que peut-il y avoir de plus vil que de se faire passer pour un ami du peuple soviétique et de photographier des régions qui n'ont rien à voir ni avec le tourisme, ni avec l'exercice de la médecine. La voilà, la morale chrétienne. »

L'article est intitulé, dans le style de la meilleure époque stalinienne : « Des pygmées dans les recoins des monastères ».

(2) Nous avons écrit plus haut que l'affaire avait été montée avec soin. Pas toutefois sans quelques « ratées ». Kouznetsov poursuit en effet : « J'ai adressé une lettre ouverte à l'opinion française, exigeant la défense de mes droits moraux d'écrivain. Les éditions progressistes Julliard, sur ma demande, ont invité les célèbres avocats français, Maurice Garçon et Johannes Ambre. Elles ont intenté un procès aux éditions de l'archevêché de Lyon. » Or, sauf erreur de notre part, ce n'étaient pas à Lyon les éditions Julliard qui portaient plainte, mais une agence artistique et littéraire parisienne.

[Des Français honnêtes ou M. Aragon ? Il faudrait s'entendre. M. Aragon n'est pourtant pas un pluriel ni un inconnu.]

La veille du procès, la *Komsomolskaïa Pravda* publiait encore un article sur l'affaire (« Les pygmées dans les recoins des monastères ») et deux correspondants russes téléphonèrent des comptes rendus de l'audience, l'un, S. Zykov, aux *Izvestia* (28-1-1961), l'autre, de Potapov, dans la *Komsomolskaïa Pravda* (même jour).

D'après celui-ci, l'un des avocats des plaignants, M^e Ambre, du barreau lyonnais, aurait reçu d'Irkoutsk un appel téléphonique. Trois jeunes ouvriers de l'usine hydraulique d'Irkoutsk lui auraient raconté que le héros de Kouznetsov avait travaillé dans leur brigade, qu'ayant appris qu'il y avait procès à Lyon, ils tenaient à faire dire au tribunal « qu'ils travaillaient avec enthousiasme sur le chantier sibérien » et qu'ils avaient « appris avec indignation qu'un certain Chaleil essayait de faire croire que les jeunes gens et les jeunes filles soviétiques étaient des déportés, envoyés de force en Sibérie » (3).

Ce coup de téléphone est-il parvenu à Lyon ? A-t-il seulement été donné ?

En tout cas, l'affirmation qu'en produit le journaliste soviétique laisse entendre qu'on a fait autour de ce procès une assez grande mise en scène en U.R.S.S.

Ceux qui malaxent l'opinion soviétique n'ont pas jugé inutile de donner à ce qui n'aurait pu être qu'un incident une place non négligeable dans la campagne de haine qu'ils mènent inlassablement contre l'Occident (et aussi contre l'Eglise).

En France également, les Soviétiques ont apporté leur soin habituel à monter l'affaire.

Il leur eut été assez difficile de porter plainte seulement pour reproduction sans autorisation : on verra que la loi sur laquelle ils pouvaient s'appuyer n'est peut-être pas aussi décisive qu'il y paraît. Mais, de leur part, étant donné leur conception des droits d'auteur, l'accusation était presque cocasse et risquait de tourner à leur confusion. Aussi, ajoutèrent-ils un second grief, celui de falsification, sachant bien que même si elle n'était pas retenue par le tribunal, elle ne manquerait pas de déconsidérer le traducteur auprès du public. Calomniez, disait Basile, il en restera toujours quelque chose.

Ils firent mieux. L'affaire n'eut pas, à elle seule, ému beaucoup la presse. Pour lui donner du relief, ils ne se contentèrent pas d'un avocat lyonnais : ils sollicitèrent le conseil d'un des plus illustres avocats de France, membre de l'Académie française, M^e Maurice Garçon, et ils l'obtinrent. Ainsi pensaient-ils, non sans raison, impressionner le public. Sans doute firent-

(3) D'après ce journaliste (sic), M^e Ambre « qui ne connaît pas le russe » (mais en quelle langue se faisait donc la conversation ?) n'aurait pas compris le nom de deux de ses interlocuteurs. Il leur aurait demandé « de rencontrer à Irkoutsk, son ami, homme politique français connu, François Mitterand, qui doit s'arrêter dans cette ville avant de se rendre à Pékin. Il leur demanda également de confier à celui-ci une lettre avec tous les détails ».

M^e Ambre, que, selon ses dires — toujours d'après la même source — cette communication téléphonique aurait renforcé dans sa certitude de la rectitude absolue de l'affaire qu'il défendait, serait, d'après Marcel Peyrenet (article de la *Komsomolskaïa Pravda*, cité dans le texte et à la note 1), « vice-président de l'Association France-U.R.S.S. à Lyon ». Kouznetsov écrit de son côté : « M. Ambre est venu à Moscou, et nous avons discuté de toute cette question ensemble. Ce n'est pas un communiste. C'est un radical, mais c'est un homme comme il faut, progressif et courageux. Il a raconté que tous les Français honnêtes étaient révoltés de voir que n'importe quel éditeur bourgeois pouvait se permettre de falsifier arbitrairement n'importe quel livre. » (a. c.) On espère, pour l'honneur de M^e Ambre, qu'il n'a point tenu les propos qu'on lui prête.

ils valoir auprès de lui, entre autres arguments, que c'était un devoir civique que de défendre, non pas un écrivain soviétique, dont le nom importait peu, mais un principe affirmé par la révolution française, celui des droits de propriété qu'ont leurs auteurs sur les œuvres de l'esprit.

Ainsi, ô paradoxe, les Soviétiques, ces ennemis de la propriété et de la liberté, allaient mener leur opération avec le concours d'un homme qui compte assurément parmi les défenseurs de la liberté et de la propriété.

La méthode est, de leur part, classique, et l'on peut bien dire que la bourgeoisie libérale, qu'ils exècrent, « marche à chaque coup » et refuse rarement son concours.

L'aspect juridique

De prime abord, l'affaire peut paraître simple. La loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique précise, en son article 70 (qui complète l'article 425 du Code pénal) que « la contrefaçon, sur le territoire français, d'ouvrages publiés en France ou à l'étranger, est punie d'une amende ». Une traduction non autorisée peut être considérée comme une contrefaçon, laquelle est définie par Darmesteter et Hatzfeld : « imitation ou reproduction illicite de l'œuvre d'autrui, faite à son préjudice ». Comme aucune allusion n'est faite aux conventions internationales, on peut soutenir que la loi française protège de la contrefaçon tous les auteurs étrangers, y compris ceux des pays où n'est pas assurée la protection des auteurs français des contrefaçons qui y sont faites de leurs œuvres.

Toutefois, la loi n'est pas explicite sur ce point, et c'est en quoi le jugement qui sera pris dans cette affaire revêt une grande importance. Elle en a une en tout cas aux yeux des Soviétiques qui, si le tribunal les suit, auront ainsi un moyen de mettre les autorités françaises au service de leur police. Ce sont elles, en effet, qui désormais veilleraient à ce que ne soient pas publiés en France les ouvrages ou écrits dont ils ne veulent pas que le public français ait connaissance, et cela, sans qu'en échange les Soviétiques aient à concéder quoi que ce soit. Autrement dit, le tribunal de Lyon est invité à renforcer le rideau de fer, les difficultés qu'ont les Occidentaux à savoir ce qui se passe dans le monde soviétique, voire les difficultés qu'ont les Soviétiques qui le tentent de faire parvenir en Occident un message.

On a ici un bon résumé de ce qu'est la coexistence pacifique selon les Soviétiques : c'est une politique dans laquelle les Occidentaux font toutes les concessions, et sans réciprocité.

Le cynisme soviétique apparaît au grand jour dès que l'on se rappelle la façon dont ils agissent avec les auteurs étrangers. Il n'y a pas si longtemps, les héritiers de Conan Doyle avaient intenté un procès aux éditions soviétiques, coupables d'avoir reproduit sans autorisation les œuvres de leur ancêtre. Il leur fut répondu (18 août 1959) qu'on les déboutait de leur plainte, car la notion de propriété littéraire et de droits d'auteur était inconnue du droit soviétique.

Autrement dit, les Soviétiques nous interdisent « la contrefaçon » au nom de nos principes et nous empêchent de la leur interdire au nom des leurs !

Il se pourrait, pourtant, que cette argumentation immorale, si spéieuse qu'elle soit, n'impressionne pas les magistrats, et qu'ils y découvrent plus d'une faille.

La loi française est faite aussi pour protéger les écrivains français. Comment les protégera-

t-on contre les contrefaçons soviétiques si l'on se prive définitivement d'un moyen de rétorsion parfaitement normal ? (4). Et d'ailleurs, que protège-t-on ? Les droits de l'auteur sur son œuvre ? Mais ils n'existent pas en droit ni en morale soviétiques. Kouznetsov n'a pas plus de droit sur son roman, depuis qu'il a été publié, que les héritiers de Racine n'en auraient sur ses tragédies, s'il existait encore des héritiers de Racine. L'œuvre tombe dès sa parution dans le domaine public, ce qui n'arrive, dans notre droit, que cinquante ans après la mort de l'auteur. La plainte serait donc irrecevable de la part de Kouznetsov puisqu'il n'est plus le propriétaire de son œuvre. Celle de l'agence qui plaide en son nom ne l'est pas davantage, puisque Kouznetsov n'a pas pu lui céder des droits qu'il n'avait pas. L'Etat soviétique lui-même ne saurait porter plainte, car, est-ce que, selon sa conception, toute œuvre de l'esprit ne tomberait pas dans une espèce de domaine public, non seulement national d'ailleurs, mais universel ? C'est en tout cas ainsi qu'est « justifié » (!) le pillage éhonté que l'on fait en U.R.S.S. des ouvrages parus à l'étranger, tout particulièrement des ouvrages scientifiques.

Un écrivain français pourrait porter plainte contre la publication illicite d'une traduction de son œuvre parce qu'il est propriétaire de son œuvre : un écrivain soviétique ne le peut pas parce qu'il n'est pas propriétaire de son œuvre. Les demandeurs, à Lyon, n'avaient pas qualité pour l'être (5).

Outre ces considérations de droit, il faut tenir compte des situations de fait. L'Etat soviétique ne reconnaît pas plus de liberté aux écrivains qu'à ses autres sujets. On l'a vu dans « l'affaire Pasternak ». Supposons — c'est en l'occurrence pure supposition — que Kouznetsov ait donné licence au R.P. Chaleil de publier une traduction de son livre, mais qu'il l'ait fait, par crainte de représailles, sous le sceau du secret. Supposons qu'il ait démenti par la suite avoir donné cette autorisation, pour des raisons de sécurité personnelle : personne ne pourrait lui reprocher de ne pas être un héros, et personne non plus ne pourrait faire grief au traducteur de se taire, de ne pas apporter la preuve de l'autorisation qu'il a reçue, afin de ne pas le compromettre et précipiter sa perte.

Nous contestons tout à l'heure la recevabilité de la plainte de Kouznetsov parce qu'il demandait la protection de droits qu'il n'a pas. On peut légitimement la contester aussi du fait que rien ne prouve qu'en cette affaire il soit pleinement maître de sa volonté. Le citoyen soviétique, si on peut l'appeler un citoyen, est quelque chose d'intermédiaire entre le mineur, le prisonnier et l'esclave. Est-ce que cette condition ne poserait pas, lorsqu'il attaque en justice, des précautions particulières ?

Répétons-le : il n'y a rien de tel dans le cas présent. Mais comment ne pas penser qu'armés de l'éventuelle condamnation des Editions E.

(4) Ne reculons pas devant le paradoxe. Y aurait-il dans un cas quelconque falsification en même temps que contrefaçon d'un ouvrage russe sur le territoire français que nous devrions laisser faire. Pourquoi ? Parce que les dirigeants soviétiques finiraient peut-être par se fatiguer de voir massacrer les œuvres de leurs écrivains, et par comprendre qu'il n'y a pas d'intérêt pour eux à rester en dehors du droit international et des conventions dont, dans la situation présente, ils ont le bénéfice sans en assumer les charges.

(5) Kouznetsov a reconnu implicitement la solidité de cette argumentation, la fragilité de sa plainte quand, dans l'article précité, il a parlé de « la défense de ses droits moraux d'écrivain ». De ses droits matériels, il n'a pas parlé parce qu'il sait qu'il n'en a pas.

Vitte, les Soviétiques pourraient désormais cadencier encore plus solidement la prison dans laquelle ils tiennent leurs écrivains ? (6).

M^e Maurice Garçon a cru défendre les droits des auteurs sur leurs œuvres, et il l'a fait avec une chaleur dont on est tout porté à croire qu'elle n'était pas seulement professionnelle. Il ne s'est pas rendu compte qu'il donnait un tour de clé supplémentaire à la serrure de la cellule où sont enfermés les écrivains russes. Il aura prêté inconsciemment main-forte à Khrouchtchev et à ses collègues, il les aura aidés à fermer un des passages clandestins par lesquels les Russes asservis peuvent encore essayer de communiquer à l'Occident leur vraie pensée.

Où est le falsificateur ?

Venons-en à l'autre accusation, celle qui vise à déconsidérer le traducteur, à détruire l'effet produit par l'édition « illicite » du roman, l'accusation de falsification. Le R.P. Chaleil n'aurait pas seulement publié « *La suite de la légende* » sans autorisation; il aurait encore modifié le texte pour lui donner une signification qui ne serait pas la sienne.

Tout le secret de cette prétendue falsification tient en deux points : il n'existe pas une seule version soviétique, mais deux et sans doute trois; la première version a été écrite entre l'été 1956 et le printemps 1957, c'est-à-dire un moment où, par suite de la « déstalinisation », de la lutte contre le culte de la personnalité, des événements d'octobre et de novembre en Pologne et en Hongrie, il y eut dans la presse et la littérature soviétiques (pour s'en tenir aux témoignages écrits) des manifestations multiples de « non-conformisme », de fronde, presque d'opposition et de révolte. Si l'on n'a pas ces choses à l'esprit, on risque fort de se laisser duper par les Soviétiques.

On a vu que le R.P. Chaleil avait utilisé, pour sa traduction, le texte paru en juillet 1957 dans la revue *Younost*. Or, en février 1958, la revue à bon marché et à fort tirage *Roman-Gazetta* publiait à son tour « *La suite de la légende* », mais dans une version fortement remaniée. L'année d'après, 1959, le roman paraissait en volume dans une collection intitulée : Bibliothèque scolaire. Le texte avait reçu pour cette troisième publication, de nouvelles modifications. (C'est, semble-t-il, cette troisième version qu'ont suivie les traducteurs des éditions Julliard.)

« *L'étoile dans le brouillard* » diffère de « *Sibérie heureuse* » non point parce que la première serait l'œuvre d'un traducteur malintentionné, la seconde celle d'un traducteur fidèle, mais seulement parce que l'une est faite sur un texte, l'autre sur le même texte, mais remanié fortement par l'auteur. C'était évidemment le droit de Kouznetsov d'arranger son roman au goût du jour, mais il ne devait pas accuser autrui de falsification, alors que le falsificateur, c'est lui-même. On a le droit, en effet, d'appliquer ce mot à un auteur transformant son propre ouvrage

(6) Que l'affaire Kouznetsov ait, dans l'esprit des Soviétiques, une portée générale, on pourrait en trouver la preuve au dernier paragraphe de l'article (déjà cité) de Kouznetsov : « *Le procès ne doit pas seulement sauver la face d'un livre, mais porter un coup aux mœurs des éditeurs bourgeois.* » En vérité, on a le droit de penser que la présente affaire est une conséquence de l'affaire Pasternak. Les Soviétiques n'ont pas oublié cette affaire, ni le tort qu'elle leur a fait, et ils cherchent les moyens d'empêcher qu'on ne publie hors d'U.R.S.S. à leur insu et contre leur volonté des textes d'auteurs russes contraires à leur propagande ou à leur action.

puisque cet auteur a caché ces transformations jusqu'à la dernière minute (7).

Pourquoi l'auteur a-t-il modifié son roman ? Certains corrections ou additions sont purement littéraires. Les autres s'expliquent par le changement de « climat » politique en U.R.S.S. à partir de l'été 1957, quand le pouvoir commença à réagir fortement contre les « excès » qu'il avait tolérés durant la période précédente.

Kouznetsov nous montrait un jeune homme qui, ne pouvant entrer après son « examen de maturité » dans l'enseignement supérieur parce qu'il avait raté la « médaille d'or » et parce qu'il manquait de relations partait, faute d'autres ressources, vers les chantiers de Sibérie, sans joie on l'imagine, et plein d'amertume pour les injustices qu'il voyait autour de lui. Les conditions de vie et de travail sur les chantiers du barrage de l'Angara, non loin d'Irkoutsk, sont proprement abominables, mais finalement, il s'y fait, il trouve enfin un sens à sa vie grâce à l'œuvre à laquelle il participe : « *Je commence à comprendre pas mal de choses. La vie appartient à ceux qui acceptent de sacrifier leur bien-être pour le bien commun...* »

Cette fin est indéniablement conforme au poncif officiel, de même que le titre et l'idée du livre : ce sont les jeunes constructeurs de barrages (ou défricheurs des terres vierges) qui continuent l'action légendaire de ceux qui firent la révolution et la guerre civile. Seulement, il y avait dans l'ouvrage toute une partie critique que l'auteur a soigneusement atténuée pour la deuxième édition.

Voici un exemple. Tolya, le héros, avait raté la médaille d'or parce qu'il n'avait eu que 4 (c'est-à-dire *bien*) au lieu de 5 (c'est-à-dire *très bien*) en allemand et en trigonométrie. Il ne pouvait donc entrer dans une grande école : il faut la médaille d'or, c'est-à-dire 5 dans toutes les matières.

Or, dans la nouvelle version, Tolya a échoué en histoire, c'est-à-dire qu'il y a eu une note éliminatoire, et quelques 3 par ailleurs. Autrement dit, c'est un étudiant médiocre, presque un cancre.

Pourquoi ce changement ? Mais pour faire disparaître l'injustice dont Tolya se sentait victime, et qui se trouvait soulignée plus loin par le fait que son amie Jouna qui, comme lui, « récoltait presque uniquement des 5 et acheva ses études avec la médaille d'argent », pouvait, elle, entrer à l'université. C'est que, si la mère de Tolya (un orphelin), couturière besogneuse, gagnait péniblement 500 roubles par mois, Jouna recevait chaque mois 500 roubles comme argent de poche, 500 roubles que lui donnait son père, directeur d'usine, possesseur d'une datcha sur la Baltique, etc. Un tel « papa » est en mesure de faire entrer sa fille dans une grande école, en dépit du barrage de la médaille d'or — non la mère de Tolya.

Kouznetsov dénonçait là une injustice qui faisait murmurer tout particulièrement les jeunes Russes au moment où il écrivait; son propos ne pouvait qu'aviver les mécontentements. Il lui a fallu l'atténuer.

Ne quittons pas cet exemple sans remarquer une autre modification.

(7) Le 26 janvier 1961, on lisait dans *l'Humanité* : « *Le père Paul Chaleil... a prétendu dans une interview enregistrée pour Radio-Luxembourg [19-1-61], qu'il avait traduit un premier texte de Kouznetsov, complété [sic] ensuite par l'auteur. Cette thèse, toute nouvelle, contredit les déclarations faites par l'éditeur lui-même, lors de la signification des poursuites. Elle est d'ailleurs invraisemblable et futile. Il faudrait que le père Chaleil ait possédé un premier manuscrit [sic] de Kouznetsov...* »

On lit dans la dernière version : « *C'est pour cela, pour un certificat comportant quelques « 3 », que j'ai été aimablement invité à aller retourner la terre ou me faire circuler de bottes* » (Julliard, p. 10).

On lisait dans la première : « *J'ai raté la médaille d'or, et à cause de ces deux « 4 » sur mon diplôme, j'ai reçu une aimable invitation me proposant une carrière dans une usine ou dans les terres vierges en Sibérie* » (Vitte, p. 17).

La mention des terres vierges et de la Sibérie a disparu. Est-ce qu'on n'a plus voulu qu'il fût dit de quelle façon on recrutait des « volontaires » pour les terres vierges ?

Un roman négatif

On conviendra sans peine qu'outre ces différences imputables à l'auteur, il en est d'autres qui le sont au traducteur. Ne parlons pas de quelques erreurs comme il s'en trouve toujours, et qui sont dans la présente affaire, sans importance. Mais il est vrai qu'entre deux versions possibles d'un même mot russe, d'une même phrase, le R.P. Chaleil a plutôt choisi celle qui comportait la nuance la plus sombre, celle qui soulignait le côté « négatif » de l'ouvrage, comme on dit en U.R.S.S.

C'est ce que Kouznetsov lui-même a souligné dans son article : « *Les éditions lyonnaises traduisent scrupuleusement en les accentuant ou en les exagérant, les couleurs sombres (la falsification linguistique est très fine), tout ce qui a trait à l'abattement du héros, tout ce qui a trait à ses difficultés et à ses tourments sur son chemin. Quant aux chapitres optimistes, aux chapitres sur les grands événements et sur le triomphe du travail, le sel du livre, on les élimine tout simplement.* »

M^e Garçon a fait un sort au chapitre (exactement au chapitre et demi) que le R.P. Chaleil a seulement résumé pour faire court. Selon lui, ce serait ce chapitre-là qui donnerait la clé de l'œuvre. « J'ai même le sentiment que le livre n'a été écrit que pour ce chapitre-là » (*Le Monde*, 28-1-1961). La tirade fait honneur à l'avocat, mais non au critique. L'effet a pu porter, mais il ne repose sur rien. Des trois chapitres qui célébraient l'accomplissement de l'œuvre, le traducteur a traduit entièrement le premier : cela suffisait amplement pour produire l'effet voulu par l'auteur.

Non, ce qui compte dans la protestation de Kouznetsov, ce n'est pas ce qu'il dit des chapitres (sic) supprimés, qui est manifestement exagéré, c'est le reste, ce qu'il dit de la falsification linguistique « très fine » qui accentue « les couleurs sombres ». Car nous ne nous trouvons plus là que devant le problème de l'interprétation, ce qui est autre chose que la falsification. Et il n'est pas du tout certain que la nuance pessimiste ou critique que le R.P. Chaleil a donné au texte constitue un contresens.

Même celui qui lit « *Suite de la légende* » dans sa version édulcorée « *Sibérie heureuse* » se demande parfois si l'auteur n'a pas vu, n'a pas voulu montrer ce qu'il y a d'abominable dans le travail que l'on fait faire aux femmes, aux jeunes filles sur les chantiers de l'Angara. Rien que cela suffirait à expliquer qu'un traducteur n'ait pas cru qu'on pouvait dépeindre pareilles abominations sur le ton de l'allégresse (8).

(8) Une de ces traductions « en sombre » a fait du bruit. « *On se permet délibérément des inexactitudes : c'est ainsi qu'on traite de « déportés » des jeunes travailleurs volontaires* », avait écrit Kouznetsov, dans son article de

Mais il y a preuve plus décisive. C'est que les Soviétiques eux-mêmes ont trouvé et écrit que Kouznetsov avait abusivement noirci la réalité.

On lit dans la revue *Molodoi Kommounist*, de mars 1960, une critique assez vive de « *Suite de la légende* ». Lydia Fomenko y reproche à Kouznetsov d'avoir mis à la mode « *ces jeunes bacheliers, tout frais sortis de l'école secondaire* », qui en arrivent à « *considérer le travail manuel comme un malheur* », et dont on fait des héros de tragédie parce qu'ils n'ont pu entrer tout de suite à l'université aussitôt après l'école :

« *Les critiques, lorsqu'ils louèrent la nouvelle de Kouznetsov, n'ont pas remarqué qu'elle se scindait pour ainsi dire en deux parties. La première partie est écrite dans un style délibérément ordinaire, on y décrit des faits de la vie quotidienne. Le héros contemple le monde avec les yeux d'un homme désabusé; comme si un voile noir était tombé sur ses yeux, ce qui l'empêche de juger à sa juste valeur ce qui l'entoure.*

« *On aurait pu s'attendre à ce que la curiosité, la sensibilité si communes à cet âge, et pas seulement à cet âge, aient dû se manifester dans ce que Tolya ressentait en allant de Moscou en Sibérie. Mais il ne voit que l'ennui, le cafard, l'absence de joie... Le scepticisme s'empare de Tolya. Il broie du noir. On dirait qu'il n'a pas laissé à Moscou derrière lui quelques souvenirs lumineux, des gens aimés, des parents, quelque chose qui lui soit cher. Non, cet « ami-de-la-vérité » ne peut s'empêcher d'accuser quelqu'un, de vitupérer contre quelque chose...*

« *Le pessimisme, l'abattement, les traits d'une mauvette ressortent tout de suite du caractère du héros. Ils l'accompagneront longtemps encore. Jusqu'au moment où il sera engagé sur le chantier d'Irkoutsk, et ensuite jusqu'à sa rencontre avec Micha, le pessimisme ne quittera pas Tolya...*

« *... On a l'impression que certains écrivains considéreraient comme déshonorant de décrire les grands mouvements d'enthousiasme de leurs*

(Suite au verso, bas de page.)

la *Komsomolskaïa Pravda*, et M^e Garçon a repris l'argument au procès (voir le compte rendu du *Monde*). Or, il est bien vrai qu'il y a faux sens, et que *perecytyentsy* désigne, non le déporté, mais l'émigrant, celui qui s'en va ailleurs, très exactement ces paysans russes qui, pour des raisons diverses, s'en allaient vers la Sibérie avec tout ce qu'ils pouvaient emmener avec eux, et qui offraient toujours un spectacle assez lamentable. Seulement, il faut du parti pris pour croire que cette erreur de traduction change vraiment quelque chose au sens du passage, une fois le mot remplacé dans son contexte.

Voici le passage en question dans les deux versions :

VITTE

JULLIARD

Nombreux étaient les voyageurs qui descendaient à Taichete, mais pourquoi avaient-ils tous l'air de déportés, traînant leurs gosses derrière eux, portant leurs baluchons sur les épaules, leur vaisselle, leur ravitaillement? Comme cet exode est triste! Le ciel était sombre. Il pleuvait. Il faisait froid, humide; le sol était détrempé, fangeux; l'eau coulait le long des voies, dégoulinait des wagons. On ne voyait même pas la gare. Le commissaire allait et venait, hurlant des noms, vérifiant si tout le monde était bien descendu (p. 62).

Beaucoup de voyageurs descendent ici. Avec leurs enfants, leur vaisselle, leurs provisions, ils ont des allures d'émigrants. La pluie nous cingle. La boue est épaisse, les chemins détrempés, les trains ruissellent, on ne voit même pas la gare. Le délégué pointe ses hommes sur une liste en criant (p. 48).

Interprétation pessimiste ici, mais interprétation délibérément optimiste là : l'eau ruisselle là, ici elle dégouline, et le commissaire (Le mot *oupolnoimochenny* qui veut dire : « qui a les pleins pouvoirs » est difficile à traduire. Mais c'est le rendre de façon bien fade que de faire entrer en scène notre « délégué » démocratique, celui à qui l'on s'en remet de toutes les corvées, de tous les ennuis, mais qui est tout à fait, comme eut dit Giraudoux, « sans pouvoirs »), n'est plus qu'un délégué. C'est le sens général qu'on donne à l'ouvrage qui seul peut permettre de choisir entre l'une et l'autre.

Nouvelle offensive communiste au Congo ex-belge

Si la confusion qui continue à régner dans l'ancien Congo belge ne permet pas de faire une analyse approfondie de la situation politique dans cet Etat, on a pu cependant y constater, ces derniers temps, une très nette reprise de l'activité communiste.

Sans doute, à première vue, les désordres et les incidents sanglants qui bouleversent la jeune République africaine semblent devoir être la conséquence des rivalités multiples qui opposent aussi bien les nouveaux dirigeants congolais que certaines tribus ou minorités. De vieux antagonismes à caractère ethnique que l'on croyait oubliés, se sont brusquement réveillés à la faveur de l'indépendance et ont contribué à plonger le Congo dans cet état d'anarchie qui compromet si dangereusement son avenir. Mais ce problème n'est pas particulier au Congo ex-belge puisqu'on en retrouve les manifestations dans la plupart des Etats africains qui viennent d'accéder à l'indépendance.

Ce qui aggrave sensiblement la situation au Congo, et qui risque de la rendre explosive, c'est la présence dans ce pays de véritables agents communistes indigènes, peu nombreux certes, mais bien formés politiquement, qui exécutent les directives venues de l'extérieur et qui exploitent, sinon attisent les passions déchaînées. Dans un pays immense où les cadres politiques sont pratiquement inexistantes, la présence de ces agitateurs est un élément déterminant pour provoquer la cassure entre ceux des leaders congolais qui estiment devoir rester dans le camp du monde libre et ceux qui, sous prétexte de « neutralisme positif », sont prêts à faire le jeu de l'Union soviétique si celle-ci les aide à se débarrasser de leurs adversaires.

Il convient de ne négliger aucun détail si l'on veut se faire une idée précise de la situation au Congo. Il est donc bon de rappeler qu'après avoir été expulsés de Léopoldville, les diplomates soviétiques et tchécoslovaques ne sont pas rentrés à Moscou et à Prague, mais se sont installés à Accra et à Conakry d'où ils ont dirigé la nouvelle offensive communiste au Congo.

L'opération Gizenga

On se souvient peut-être qu'en juillet 1960, trois dirigeants politiques congolais ont joué, aux côtés de Patrice Lumumba, un rôle primordial,

semant le trouble et créant un climat de haine raciale dont furent victimes non seulement les colons belges, mais également des représentants et des soldats de l'Organisation des Nations Unies. Il s'agissait de trois membres du gouvernement Lumumba : Antoine Gizenga, vice-président du Conseil, Anicet Kashamura, ministre de l'Information, et Alphonse Nguvulu, secrétaire d'Etat à la Coordination économique et du Plan. Les relations que ces hommes entretenaient aussi bien avec le Parti communiste belge qu'avec Joseph Virius, consul de Tchécoslovaquie à Léopoldville, n'étaient un secret pour personne (1).

Si, aujourd'hui, on n'entend plus citer le nom d'Alphonse Nguvulu, président du « Parti du Peuple », par contre Gizenga et Kashamura n'ont cessé, depuis quelques semaines, de faire parler d'eux.

Après l'arrestation de Patrice Lumumba par les soldats du colonel Mobutu, Antoine Gizenga, chef du « Parti solidaire africain », se rendit, dans des conditions assez mystérieuses, à Accra et à Conakry où il rencontra des dirigeants ghanéens et guinéens, ainsi que des « diplomates » soviétiques. D'autre part, Gizenga avait envoyé en Chine populaire, où se trouvait déjà le secrétaire général du P.S.A., Théodore Bengila, un de ses adjoints, Antoine Rogobert Mandungo, devenu vice-président de l'Association Chine-Congo.

Tout en préparant activement son retour au pouvoir, Gizenga demanda aux autorités soviétiques et chinoises, ainsi qu'aux représentants de la République Arabe Unie, de Guinée, du Mali, du Ghana, de faire une déclaration officielle affirmant qu'ils ne reconnaissaient qu'un seul gouvernement au Congo, celui de Patrice Lumumba, dont il était, lui, le vice-président. Ces déclarations furent faites aussi bien au Caire qu'à Moscou, à Conakry qu'à Pékin, au début du mois de décembre. Ainsi, le 8 décembre, le gouvernement chinois affirmait officiellement que seul le gouvernement Lumumba était habilité à représenter le Congo et que par conséquent la « Chine populaire et le peuple chinois réclamaient la mise en liberté immédiate de Patrice Lumumba, du président du Sénat, Okito, et du président de la Chambre des députés, Kasongo ».

(1) Voir à ce propos : *Est & Ouest*, n° 242 : « La pénétration communiste au Congo ex-belge ».

(SUITE DE LA PAGE 9)

contemporains ou bien ne savent pas les remarquer. Parfois même, on dirait qu'ils tiennent à afficher un pessimisme que, peut-être, ils n'éprouvent pas, mais qui, de leur point de vue, donne à leur ouvrage un sens dramatique, renforce le conflit et rend l'œuvre plus « véridique ».

« Sans doute, je suis parti les yeux fermés, écrit Kouznetsov. Cela, je ne l'avouerai qu'à moi-même... Les jeunes, lorsqu'ils s'embarquent pour la Sibérie, semblent très courageux. Ils prononcent toutes sortes de beaux discours dans les meetings. Mais, moi, je dis : j'ai peur !

« Qui n'a pas ressenti la peur devant l'inconnu ? Mais ici, on vous présente cela sous une forme intentionnellement polémique... »

Pessimisme, scepticisme, accuser quelqu'un, vitupérer contre quelque chose, forme intentionnellement polémique : ne croirait-on pas entendre M^r Maurice Garçon, le rédacteur de *l'Humanité*, ceux de la *Pravda*, de la *Komsomolskaïa Pravda*, des *Izvestia* et Kouznetsov lui-même dénonçant la traduction du R.P. Chaleil ? Eh ! bien non. C'est une critique soviétique qui parle du livre de Kouznetsov, de son texte russe, que personne, sauf son auteur, n'a « tripatoüillé ».

La cause est entendue : le traducteur ne s'est pas trompé en choisissant de traduire en sombre. C'était bien là la nuance exacte. Si la nouvelle ainsi traduite prend une allure antisoviétique, ce n'est pas parce qu'il « en aurait remis ». Les Soviétiques, eux aussi, trouvent le texte « intentionnellement polémique ».

CLAUDE HARMEL.

Le lendemain, Radio-Pékin diffusait la déclaration suivante d'Antoine Mandungo, déclaration qui fut transmise en français vers l'Afrique noire: « *La Chine populaire, disait le vice-président de l'Association Chine-Congo, offre un bon exemple aux peuples d'Afrique, surtout au peuple congolais. Je pense que ce que la Chine a réalisé peut aussi se faire dans les pays africains. En ce qui concerne les peuples d'Afrique, notre lutte doit continuer. Cette lutte ne doit pas être conduite sur la seule base d'une révolution pacifique, mais prendre aussi la forme d'une lutte armée...* »

« *On appelle l'Afrique sous-développée, alors qu'elle fournit à l'Occident les trois quarts de ses matières premières. Pour suivre l'exemple de la Chine et construire avec la plus grande rapidité sa propre industrie lourde et légère, l'Afrique doit mener une lutte politique et les peuples africains doivent comprendre que la victoire dans cette lutte ne peut être remportée que par leurs propres efforts. Le but de l'impérialisme américain est de conserver le contrôle des sources de matières premières au Congo en provoquant une crise politique. Notre seule solution est donc de poursuivre la lutte et, de moyens pacifiques, l'élargir en une lutte armée. Je suis convaincu que la libération de la Chine et les méthodes développées à cette occasion peuvent être appliqués d'une façon semblable en Afrique.* »

Quatre jours après la diffusion de ce discours, le 13 décembre, on apprenait qu'Antoine Gizenga s'était emparé du pouvoir dans la province orientale. Dans un télégramme adressé à M. Hammarskjöld aux Nations Unies, il l'informait qu'à la suite de l'arrestation de Patrice Lumumba, lui, Gizenga, assumait désormais les fonctions de président du Conseil et qu'il avait transféré le siège légal du gouvernement de Léopoldville à Stanleyville, dans la province orientale.

Tchou En-lai et Ulbricht appuient Gizenga

Des messages à peu près identiques furent envoyés par Gizenga à Conakry, Moscou, Accra, Pékin, Berlin-Est, au Caire, etc.

En même temps que le gouvernement de la République Arabe Unie félicitait Gizenga, celui-ci reçut de Tchou En-lai le télégramme suivant :

« *Le gouvernement et le peuple chinois, persistant dans leur position conséquente, continueront à accorder leur soutien au gouvernement légal de la République du Congo, ayant Patrice Lumumba comme premier ministre et Votre Excellence comme vice-premier ministre, au peuple congolais qui lutte héroïquement contre le colonialisme et pour la sauvegarde de l'indépendance nationale, et s'oppose résolument à l'agression et à l'intervention des impérialistes américains contre le Congo.* »

Le lendemain, ce fut Walter Ulbricht, chef du gouvernement de l'Allemagne de l'Est, qui affirmait dans sa réponse que :

« *Devant la menace sérieuse qui pèse sur l'indépendance du Congo et la terreur sanglante déclenchée par les forces impérialistes contre le gouvernement légal de Lumumba et contre la réunion du Parlement régulièrement élu, nous approuvons les mesures que vous avez prises pour la défense des intérêts du peuple congolais.* »

« *Au cas où vous auriez des désirs concrets, nous vous prions de nous les faire connaître et nous nous efforcerions de les satisfaire dans la mesure du possible.* »

L'opération Gizenga, qui fut inspirée, sinon favorisée, par Slovomir Brzak, représentant tché-

coslovaque des Nations Unies à Stanleyville, relevait donc de cette nouvelle offensive communiste dont la prise du pouvoir dans la province orientale ne constituait, hélas! qu'un premier volet.

L'opération Kashamura

Environ quatre mois avant la proclamation de l'indépendance du Congo, Anicet Kashamura, leader du « Centre de regroupement africain » (CEREA), avait proclamé au cours d'une conférence de presse : « Une fois reconnu notre gouvernement par l'Union soviétique, nous pourrions laisser tomber (sic) toutes nos promesses faites aux Belges. »

Cette déclaration de Kashamura n'avait rien d'étonnant pour qui savait quels liens étroits existaient entre le dirigeant du CEREA et le P.C. belge. En effet, c'est en tant que dirigeant du « Centre » qu'Anicet Kashamura prit pour « conseiller », lors de la réunion de la « table ronde » qui se tint à Bruxelles en avril 1960, Jean Terfve, ex-député de Mons et membre du Bureau politique du P.C.B. Ainsi, grâce à Kashamura, les communistes belges qui avaient été exclus de la « table ronde » purent y participer. En outre, il avait été constaté à l'époque que Kashamura s'était absenté quelques jours de Bruxelles pour se rendre, en compagnie d'un autre dirigeant congolais, à Berlin-Est et à Prague.

Devenu ministre de l'Information dans l'équipe Lumumba, Kashamura multiplia, au micro de Radio-Léopoldville, des déclarations incendiaires qui devaient susciter une aggravation de la situation au Congo lors des incidents sanglants de juillet 1960.

Le 5 janvier dernier, on devait apprendre qu'Anicet Kashamura, dont on avait perdu la trace et qui avait dû échapper à l'arrestation, s'était, à son tour, emparé du pouvoir à Bukavu, capitale de la province du Kivu.

Dans sa première déclaration, faite à Radio-Bukavu, l'ex-ministre de l'Information précisait qu'il avait été « *renvoyé dans sa province* », fief du CEREA, pour « *réaliser sur le plan politique le rattachement de la province du Kivu à la province orientale où se trouve le siège du gouvernement central présidé par Antoine Gizenga* ».

Le deuxième acte de l'opération menée par les agents communistes congolais venait d'être joué. Désormais, deux provinces sur les six que compte le Congo, étaient entre les mains des partisans du « neutralisme positif ». Bien entendu, cette « réunification du Congo » était présentée dans la presse communiste et progressiste comme un acte parfaitement légal, puisque pour l'U.R.S.S. et ses satellites, seul le gouvernement Lumumba-Gizenga-Kashamura était le véritable « représentant du peuple congolais ».

Sécession au Katanga

Le 20 octobre 1960, plusieurs dirigeants du Katanga, adversaires de M. Tshombé et du pouvoir installé à Elisabethville, se réunirent dans l'est du Congo et décidèrent de constituer une « province de Lualaba ». Ce qui revenait à couper le Katanga en deux parties. Cette opération reçut la caution d'Antoine Gizenga qui l'approuva en tant que vice-président du Conseil du gouvernement Lumumba. Le texte intégral de la proclamation annonçant la création de la « province de Lualaba » fut publié dans... le *Drapeau Rouge*, organe officiel du Parti communiste belge. En voici un passage essentiel (nous respectons le style des auteurs) :

« Vu que Tshombé et ses sbires s'adonnent de cœur joie aux massacres collectifs de Baluba et de Tshokwe majoritaires et nationalistes convaincus :

« Nous, Mwamba-Ilunga Prosper; Yuma Jean-Claude, Kitombolwe-Maloba Floribert, grands leaders nationalistes du Katanga,

« Décrétons et arrêtons :

« 1) Que le Katanga sera divisé en deux parties, soit Katanga-Nord-Est et le Katanga-Sud.

« Cette division est due aux difficultés tant politiques que sociales qui existent entre les deux forces en présence, à savoir les nationalistes Baluba-Tshokwe et les fédéralistes Kalunga-Bademba.

« 2) Qu'étant donné qu'après les élections et l'acquisition de l'indépendance de la République du Congo, la Belgique n'a pas manqué de prouver aux yeux du monde libre son ambition de coloniser le Congo indépendant et souverain en utilisant le Katanga comme bastion, nous proclamons solennellement la création de la province du Lualaba, partie intégrante de la République du Congo. »

On apprenait ensuite qu'un gouvernement de la « province de Lualaba » avait été constitué et qu'il était présidé par Mwamba-Ilunga Prosper, ancien ministre de Lumumba et connu pour ses relations avec les communistes belges. Le texte de la proclamation se terminait par ces mots : « Vu pour approbation, Gizenga Antoine, vice-premier ministre de la République du Congo. »

Il fallut cependant attendre le 9 janvier, soit quatre jours après qu'Anicet Kashamura se soit emparé du pouvoir dans la province du Kivu, pour voir l'opération s'accomplir. C'est, en effet, ce jour-là seulement que les membres du « gouvernement provincial de Lualaba », aidés par les troupes de Gizenga et de Kashamura, occupèrent Manono, dans le nord du Katanga, et proclamèrent l'installation de leur pouvoir. Immédiatement d'ailleurs, Mwamba-Ilunga précisa que sa « province » se ralliait à celles qui se trouvaient déjà en possession de Gizenga et de Kashamura.

Une république populaire dans l'est du Congo

Pour qui regarde une carte du Congo ex-belge, il saute aux yeux qu'en s'emparant du pouvoir à Stanleyville d'abord, à Bukavu ensuite et à Manono enfin, les « lumumbistes » visaient, avant tout, à fractionner la jeune République africaine et à s'emparer de territoires limitrophes avec le Soudan, par le truchement duquel ils espèrent voir arriver bientôt matériel et approvisionnement soviétiques.

Sans doute, les péripéties ne manqueront-elles pas de bouleverser cruellement le Congo. Mais on peut d'ores et déjà prévoir qu'une organisation autoritaire va petit à petit essayer de transformer les provinces orientale et du Kivu, ainsi que celle de « Lualaba », en un Etat centralisé, que certains pays afro-asiatiques, d'une part, et tout le bloc communiste, d'autre part, soutiendront fermement.

Ayant échoué à Léopoldville au mois de juillet 1960, les communistes, car il serait absurde de voir dans les Gizenga, les Kashamura et les Mwamba-Ilunga autre chose que des agents exécuteurs des directives communistes, viennent de diviser le Congo et se préparent à instaurer dans l'est du pays, un Etat qui risque de devenir une « tête de pont » de la pénétration soviétique dans ce secteur de l'Afrique.

NICOLAS LANG.

Nouvelle protestation des étudiants noirs en U.R.S.S.

NOUS avons, dans notre dernier numéro (*Est & Ouest*, 1^{er}-15 février 1961, n° 251) publié une étude sur « Deux années de lutte des étudiants africains à Moscou ». Il s'agissait de l'action menée en 1958-1960 par l'Union des Etudiants africains qui groupait les étudiants de l'Afrique subsaharienne. Nos lecteurs trouveront ici des extraits d'une lettre adressée au premier ministre de Somalie le 7 novembre 1960 par des étudiants somaliens de l'Université de Moscou.

La lettre, signée par « sept loyaux Somaliens », mettait en garde le Premier ministre et son gouvernement « contre les mauvaises intentions du gouvernement de l'U.R.S.S. ».

Les accusations « contre le gouvernement soviétique et l'Université russe de l'amitié » étaient les suivantes.

Les allocations en argent étaient loin de suffire pour subsister, les Somaliens étaient séparés et l'on faisait « tout le possible » pour empêcher les contacts entre eux. D'autre part, on ne permet jamais aux étudiants africains de vivre à l'Université « où se trouvent les meilleures chambres ».

La discrimination raciale : « Les Russes nous considèrent comme des êtres inférieurs. Ils traitent tous les Africains de la même façon et on nous a appelés des singes noirs et nous a dit : « Vous n'êtes pas un homme, vous devriez être dans un arbre. » Un membre du groupe a été battu par les komsomols pour avoir dansé avec une jeune fille russe. Un autre a été brutalement assailli pour avoir discuté la religion musulmane dans un lieu public. »

Les étudiants affirment aussi qu'il y a oppression religieuse. « Il n'y a pas de mosquée, d'église, de temple ou de facilités pour le culte à l'Université... Il n'y a, à Moscou, qu'une seule mosquée que les Russes gardent comme musée et pour la montrer aux officiels musulmans en visite comme preuve de la protection dont la religion musulmane jouit en Russie... Bien souvent la seule chose qu'on nous donnait à manger était du porc. »

Une pression a été exercée sur les étudiants somaliens restants — il n'y en avait plus que vingt-trois au moment où la lettre a été écrite — pour les faire rester à Moscou contre leur gré.

Un étudiant a été poussé à parler à une jeune fille russe, puis la police l'a fait chanter pour l'amener à espionner ses camarades ; on lui demanda de signaler « ce que font vos amis... qui est loyal envers nous et qui ne l'est pas... et qui sont des agents du... capitalisme ? »

Il est fait état aussi de la censure postale et les étudiants affirment qu'ils devaient perdre beaucoup de temps à suivre des cours obligatoires sur le communisme.

Les autorités soviétiques les avaient empêchés de s'inscrire à l'Association des Etudiants africains à Moscou et les obligèrent à former une association des étudiants somaliens, sous prétexte qu'« il n'y a pas d'unité africaine en Afrique ».

La lettre se termine par un appel au Premier ministre à « considérer le sort de nos frères somaliens qui se trouvent encore à Moscou... De tous les étudiants somaliens qui ont étudiés dans différents pays, seuls ceux... qui ont été en Russie sont rentrés chez eux à cause de leur mécontentement et... de persécutions. Nous pensons que le gouvernement devrait empêcher les étudiants somaliens d'aller dans les pays communistes. »

« Vive la liberté africaine ! Vive la Somalie ! Signé : M.N. MOHAMED, A.M. HASSAN, A.H.M. BELKI, M.G. BARRE, A.N. HUSSEIN, A.K. ADEN, M.A. ALAS (actuellement à Rome). »

La crise permanente de l'agriculture soviétique

Nous en avons parlé ici depuis des années, au point de lasser nos lecteurs et de nous lasser nous-même. Nous avons commenté les divers projets et plans de « redressement » en en prédisant l'échec, à commencer par le « plan triennal » pour le développement de l'élevage (avril 1949), dont la faillite ne fut révélée par Khrouchtchev que le 16 décembre 1958. Nous avons exprimé notre scepticisme lorsque des mesures spectaculaires furent prises, en août et septembre 1953, pour remédier à une situation dangereusement compromise. Nous insistions alors sur la portée limitée de ces mesures, qui ne nous paraissaient de quelque efficacité que pour autant qu'elles se proposaient de stimuler l'intérêt personnel des travailleurs des champs. Mais comme le relèvement (d'ailleurs insuffisant) des prix à la production et l'allègement des impôts grevant les ruraux s'accompagnaient d'incessantes poussées offensives contre les lopins individuels et le troupeau individuel, point n'était besoin d'être devin pour prédire que la progression amorcée depuis 1953 ne tarderait pas à s'arrêter une fois de plus.

En 1953, l'agriculture soviétique — élevage compris — se trouvait d'ailleurs au même point qu'à la veille du coup d'Etat bolcheviste de 1917 : la récolte céréalière était à peine supérieure à celle d'avant l'autre guerre, et le cheptel bovin n'atteignait pas ses effectifs déjà décimés de 1916, alors que la population avait augmenté de 30 %. Il suffit donc, en 1953, de quelques mesures desserrant le carcan étatique pour obtenir une certaine amélioration. Celle-ci ne put cependant aller très loin, et le plafonnement devint sensible dès 1956-1957. La récolte exceptionnelle de 1958 accorda à Khrouchtchev un répit et lui suggéra sans doute des espérances que l'an 1960 a dissipées.

Au milieu des cris de triomphe déchainés par les bons résultats de 1958, notre bulletin a mis en garde contre les illusions et l'enthousiasme aveugle (1). Nous n'avons cessé de souligner que les chiffres soviétiques, en supposant qu'ils fussent véridiques, marquaient une stagnation caractérisée, et même une régression en considérant le chiffre de la population. Mais nous insistions en même temps sur le fait que les statistiques agricoles de l'U.R.S.S. étaient plus suspectes encore que les statistiques industrielles (2) et qu'il était impossible de s'en servir sans les avoir, au préalable, soumises à nombre de vérifications et de recoupements.

**

Le Comité central du P.C. de l'U.R.S.S., siégeant du 10 au 18 janvier dernier, a amplement confirmé ce que nous écrivons ici depuis des années. Il a même révélé des choses que l'anticommuniste « systématique » que nous sommes n'aurait jamais osé écrire : nous avons, en effet, l'habi-

tude de ne publier que ce dont nous sommes certains et dont nous pouvons fournir la preuve. Nous gardons souvent pour nous des choses que nous pressentons ou devinons, mais qu'il nous est impossible de démontrer ou d'étayer par des faits dûment vérifiés.

Un fait, aujourd'hui, peut être tenu pour certain : les chiffres soviétiques relatifs à l'agriculture ne méritent AUCUN crédit, et ceux relatifs aux autres branches ne méritent qu'un crédit plus que limité. Jusqu'ici, nous disions que les chiffres concernant l'agriculture ne méritaient qu'un crédit relatif, et ceux qui se rapportent aux autres branches, un crédit circonspect.

Deux exemples suffiront pour expliquer et justifier la baisse de notre confiance.

Il a été révélé au Comité central que 3,3 millions d'ovins ont péri l'an dernier au Kazakhstan faute de fourrage, et dans la Fédération russe plus de 5 millions pour la même cause. Ce fait n'a en soi rien d'extraordinaire — c'est chose courante en U.R.S.S.; seule l'ampleur est insolite. D'autre part, Khrouchtchev affirmait avec indignation que la moitié de la récolte de maïs avait été volée en Ukraine. Commentant ces révélations, le socialiste roumain Serban Voinea écrit dans *Le Populaire* du 26 janvier (c'est nous qui soulignons) :

« Un spécialiste de l'agriculture des pays de l'Est, qui connaît par expérience les expédients communistes, affirmait ces jours-ci que ni le vol de millions de tonnes de céréales, ni la mort de millions de moutons ne doivent être pris au pied de la lettre. »

« Les moutons en question ne seraient pas morts, simplement parce qu'ils n'ont jamais existé. Ces bêtes ne sont probablement nées que sur le papier, grâce aux « statistiques ». D'innombrables personnes avaient touché des primes pour l'augmentation du cheptel. En fin de compte, lorsque l'irréalité des chiffres devint trop évidente, on dut avoir recours — selon une habitude invétérée — à la calamité naturelle pour expliquer la décimation du cheptel. »

« Pour le blé ou le maïs, l'explication serait à peu près de la même nature. Ayant gonflé les chiffres, manipulé les stocks et touché les primes de production, il en résulta un déficit énorme lors des livraisons. Mais les quantités manquantes n'avaient probablement pas été volées. Le déficit résultait, pour la plus grande partie, de la différence entre les chiffres truqués des intéressés et la réalité. »

« Il ne s'agit d'ailleurs nullement de phénomènes particuliers à l'année 1960. Depuis des années, le phénomène se répète régulièrement, et Malenkov avait déjà été accusé d'avoir utilisé des chiffres gonflés. L'usage paraît être le même en Chine, où les records de production agricole alternent avec les rectifications radicales des chiffres. »

Si l'hypothèse de Serban Voinea correspond à la réalité, on sait désormais que les statistiques agricoles sont si grossièrement exagérées qu'il faut procéder à des abattements d'une inimaginable ampleur pour obtenir la vérité. Si son hypothèse ne tient pas, nous avons la preuve que le système soviétique n'est toujours pas parvenu

(1) Voir nos articles : « L'agriculture soviétique reste à la traîne » (n° 207, 1^{er}-15 janvier 1959) et « L'agriculture soviétique se relève-t-elle ? » (n° 211, 1^{er}-15 mars 1959).

(2) Voir nos articles : « Questions à poser à Nikita Khrouchtchev » (n° 225, 16-30 novembre 1959), « L'agriculture soviétique ne donne pas satisfaction » (n° 229, 16-31 janvier 1960) et « Mystères et mystifications » (n° 246, 16-30 novembre 1960).

à fournir le fourrage indispensable aux animaux que ses plans ordonnent d'élever.

La vérité se situe très probablement à mi-chemin entre les deux extrêmes. On a à la fois fait figurer dans les statistiques du maïs « volé » qui n'avait jamais poussé et des bêtes « mortes » qui n'étaient jamais nées, et on a laissé mourir une partie du troupeau et voler une partie des céréales. Ce qui diminue quelque peu le coefficient d'exagération des statistiques tout en obligeant les spécialistes à se poser la question de savoir si le maïs réellement volé et les bêtes effectivement mortes figurent, ou non, dans les chiffres officiels...

L'autre exemple est celui du beurre acheté au prix fort par les kolkhozes au marché et revendu par eux à l'Etat au prix sensiblement plus bas que paient les autorités. Il s'agit là des kolkhozes qui ont été incapables d'accomplir la tâche inscrite dans leur plan. Il ne faut pas croire qu'ils y aient perdu. La marge entre les prix élevés qu'ils payent pour acheter le beurre, et les prix réduits qu'ils réalisent en le revendant est compensée par la prime qu'ils touchent pour avoir « dépassé » le plan.

On sait désormais ce que valent les chiffres relatifs à la production du beurre, du lait, de la viande et des autres produits de l'élevage. Khrouchtchev a commis une insigne imprudence en citant l'exemple du beurre, du même beurre livré deux ou trois fois de suite aux centres de collecte. Il n'avait pas l'air de se rendre compte que *sa critique démentait et détruisait sa proclamation triomphale selon laquelle L'U.R.S.S. AVAIT DÉPASSÉ DÈS 1959 LES ETATS-UNIS QUANT A LA CONSOMMATION DU BEURRE PAR TÊTE D'HABITANT !* Il est facile de dépasser n'importe qui en comptant deux ou trois fois les mêmes quantités...

**

Nous avons plus d'une fois attiré l'attention de nos lecteurs sur quelques contradictions flagrantes constatées dans la comparaison de plusieurs séries de données relevant de l'élevage.

Ne rappelons que les anomalies essentielles sans entrer dans trop de détails. En remontant jusqu'à 1953, année particulièrement défavorable, nous constatons que :

1° le troupeau avait augmenté dans des proportions qui nous paraissaient quelque peu exagérées, mais que l'on pouvait, après tout, admettre sans cependant se départir d'un certain scepticisme;

2° la production de la viande, du lait et du beurre avait augmenté dans des proportions bien plus fortes que l'effectif du troupeau;

Tous les renseignements contenus dans EST & OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur, toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à EST & OUEST, 86, boulevard Haussmann, Paris (8°).

3° les ventes au détail des mêmes produits accusaient une progression bien plus rapide que la production qui nous paraissait déjà indûment exagérée.

Nous confrontons ici les séries en question :

Accroissement (1953-1959)	
Troupeau :	
Cheptel bovin	25 %
dont vaches	37 %
Ovins	37 %
Porcins	70 %
Production :	
Viande	49 %
Lait	70 %
Beurre	70 %
Ventes au détail (a) :	
Viande	148 %
Lait	495 %
Beurre	174 %

(a) Jusqu'à 1958.

Les chiffres ci-dessus sont extraits de notre article publié dans le n° 225 de *Est & Ouest*. Dans le n° 246, nous avons comparé l'accroissement pour la période 1952-1959, et cette comparaison faisait ressortir les mêmes discordances; nous nous abstenons de reproduire les chiffres absolus, nous bornant à ne faire état que des coefficients d'accroissement :

Accroissement (1952-1959)	
Troupeau :	
Bovins	20 %
dont vaches	33 %
Ovins	43 %
Porcins	73 %
Production :	
Viande	68 %
Lait	75 %
Beurre	75 %
Ventes au détail :	
Viande	208 %
Lait	210 %
Beurre	136 %

L'in vraisemblance de ces chiffres sautait aux yeux. Il était impossible que la production de la viande pût s'accroître de 68 %, alors que seul le nombre des porcins avait augmenté de 73 %, et plus impossible encore que cette production accrue de 68 % pût permettre le triplement des ventes. Il était impossible, les vaches n'ayant augmenté leur effectif que de 33 % (et étant seules à pouvoir fournir du lait et du beurre), que la production du lait et du beurre s'accrût de 75 % et que, pendant la même période, les ventes de lait se multipliasent par plus de 3 et celles de beurre par plus de 2,3.

Nous savons maintenant comment l'impossible a été rendu possible. Disons tout d'abord que les chiffres relatifs aux effectifs du troupeau sont exagérés puisque ces chiffres comprennent des bêtes imaginaires, soit mortes, soit jamais nées.

Nouveaux échos

du VIII^e Congrès de l'Internationale communiste

ON a publié successivement en U.R.S.S. les déclarations de trois dirigeants du P.C. soviétique sur la récente conférence mondiale communiste, réunie en novembre 1960, à laquelle ils ont pris une part capitale : Khrouchtchev, Souslov et B. Ponomarev. Inutile d'insister sur la compétence de chacun d'eux : Khrouchtchev a ouvert ce congrès et a présenté le rapport principal; Souslov jouait le rôle de chef de la délégation soviétique dans les travaux de ce congrès; quant à B. Ponomarev, il est l'un des principaux responsables du Bureau étranger du P.C. soviétique; il ne pouvait manquer de participer activement à cette réunion.

L'endroit même où ils ont fait leurs déclarations est significatif : Souslov a fait son rapport devant le Plenum du Comité central du P.C. soviétique, organe directeur dont il a reçu mission de diriger le mouvement communiste international; B. Ponomarev a publié un article dans *Kommunist*, organe théorique du Comité central du P.C. soviétique (où il écrit souvent dans des occasions analogues) et N. Khrouchtchev a parlé devant trois organismes chargés des questions idéologiques : l'École supérieure du Parti, l'Académie des sciences sociales et l'Institut du marxisme-léninisme près du Comité central! Un détail de plus à ajouter dans le dossier des ambitions « idéologiques » de Khrouchtchev (qui fait ainsi concurrence à celles de Mao).

Les trois textes offrent des similitudes nombreuses, le développement et l'argumentation étant fondés probablement sur un même document de base. Voici quelques précisions ou commentaires apportés sur les thèmes suivants :

La situation du mouvement communiste mondial

Tous les trois ont répété le chiffre de 36 millions de communistes inscrits dans le monde entier, mais seul, B. Ponomarev a dressé un inventaire sommaire du mouvement communiste dans le monde libre. Retenons-en les points suivants :

a) Le premier Parti communiste cité et complimé est celui de France, qualifié d'héroïque. Suivent ceux d'Italie, d'Indonésie et de l'Inde. (Souslov également dans son rapport, dans le paragraphe consacré au mouvement communiste dans les pays capitalistes, place en premier lieu « les importantes manifestations antifascistes en France », qu'il se garde bien d'ailleurs de préciser.)

b) La montée du mouvement communiste en Amérique latine est soulignée tout particulièrement et la force numérique des partis est ainsi établie : « *Les partis communistes d'Argentine, Venezuela, Chili sont devenus des partis de masse;*

La production est gonflée — qu'il s'agisse de la viande, du lait ou du beurre — par les déclarations mensongères des chefs des kolkhozes et des sovkhoses (tous communistes !) désireux de s'assurer des primes. Et les ventes au détail sont exagérées par des opérations doubles ou triples : il n'y a pas de raison pour que le rachat du beurre pour la revente au niveau des fermes collectives ne se répète — et pas seulement pour le beurre — tout au long de la filière qui va depuis le centre de collecte jusqu'au consommateur.

Il n'y a plus miracle ni mystère; il ne reste plus que la mystification.

**

La presse soviétique du 26 janvier a publié le communiqué du Bureau central de la Statistique sur les résultats économiques de 1960. Les chiffres relatifs à l'agriculture, après les aveux faits par Khrouchtchev au « Plenum » des 10-18 janvier, méritent évidemment un examen très attentif puisque le mensonge — enfin avoué et officiellement confirmé — s'y étale avec une singulière impudence. Nous prions nos lecteurs de patienter, les recoupements indispensables exigeant évidemment du temps, que nous aimerions d'ailleurs mieux employer...

Nous n'oublions pas, d'autre part, que 1960 est l'année terminale du dernier plan quinquennal lancé au début de 1956 et prématurément abandonné en septembre 1957. Il faudra confronter les résultats de 1960 avec les promesses faites en 1956 pour cette même année 1960. Nous n'y manquerons pas, et nous dirons dès aujourd'hui que même les objectifs prescrits à l'industrie lourde n'ont pas été atteints; l'échec est plus

sensible encore quant aux industries travaillant pour la consommation.

Dans notre dernier numéro, nous avons mis en relief les principales caractéristiques du budget soviétique pour l'année en cours, qui est un budget de stagnation et de résignation. Les sommes prévues pour le financement de l'économie nationale ne sont en augmentation que de 3 % sur ce qui avait déjà été prévu pour 1960, alors que l'accroissement prévu était de 15 % en 1960 et de 20 % en 1959. Cela veut dire que les fonds disponibles pour arroser à jet continu une économie qui dévore plus qu'elle ne rapporte sont limités, et le Kremlin veut à tout prix éviter l'inflation.

On s'explique ainsi mieux ce passage de la résolution adoptée par le Comité central (*Pravda* du 20 janvier) :

« *Notre pays possède maintenant une si puissante industrie, un si puissant armement, qu'il peut consacrer des moyens accrus au relèvement du bien-être du peuple sans porter préjudice au développement ultérieur de l'industrie et au renforcement de la défense... Le Plenum estime que présentement notre pays a la possibilité d'augmenter sérieusement les investissements au-delà des prévisions du P.S. pour le développement de l'agriculture et aussi de l'industrie qui travaille pour l'agriculture.* » (*C'est nous qui soulignons, L.L.*)

Ce qui veut dire en clair, les fonds disponibles ne suffisant pas à tout, que l'on s'apprête à rogner un peu, et peut-être même beaucoup, les sommes prévues pour l'industrie lourde afin de sauver l'agriculture de la catastrophe. Cet aveu de faillite mérite d'être dûment enregistré.

LUCIEN LAURAT.

les rangs des partis frères de Cuba, Uruguay, Colombie s'accroissent.»

c) En ce qui concerne l'Afrique, B. Ponomarev apporte cette précision : « Des partis communistes sont apparus dans de nombreux pays d'Afrique. Il y a vingt ans, les communistes n'étaient que 5.000 dans les pays africains; ils sont actuellement plus de 50.000. »

On n'est nullement tenu de prendre à la lettre ce nombre, d'autant plus qu'un peu plus haut, Ponomarev accorde au P.C. italien 2 millions de membres, alors que quelques jours plus tard, le secrétariat du P.C. italien avouait que les effectifs ne dépassaient guère 1 million. Néanmoins, l'augmentation numérique des communistes en Afrique depuis vingt ans ne fait aucun doute.

L'unité du mouvement communiste mondial

Khrouchtchev et Souslov ont insisté sur ce qui est la nécessité première du mouvement communiste mondial — son unité. Khrouchtchev a dit à ce propos : « L'unité de nos rangs décuple les forces du communisme. La cohésion, la cohésion et encore une fois la cohésion — telle est la loi du mouvement communiste international. »

Souslov a dit de même : « La principale condition de l'invincibilité de la cause du socialisme et du communisme, c'est l'unité et la cohésion des partis communistes des pays du camp socialiste, l'unité et la cohésion des partis communistes de tous les pays... »

Tous les deux ont mis l'accent sur une autre obligation des partis communistes : l'interdiction des « activités fractionnelles ». La formule est d'une portée énorme, car elle permet de condamner la moindre velléité d'opposition à l'intérieur du mouvement communiste mondial. On se souvient que le X^e Congrès du Parti bolchevik, en 1921, sur l'initiative de Lénine avait voté une résolution sur l'interdiction des fractions à l'intérieur du Parti, ce qui signifiait que la lutte des tendances et la cristallisation de l'opposition autour d'une question ou d'une personne (pratique courante jusqu'à cette date chez les bolcheviks) devenaient désormais synonyme d'activité « antiparti », pour se transformer sous Staline en trahison. Cette même formule, traduite à l'intérieur du mouvement communiste mondial, signifie que la moindre tentative d'un Parti communiste (autre que celui de l'U.R.S.S.) pour amener à son point de vue un parti frère s'identifie aux activités fractionnelles.

Khrouchtchev a déclaré dans son rapport :

« Il ressort de l'essence même du léninisme que chaque parti marxiste-léniniste doit interdire non seulement dans ses propres rangs, mais aussi dans le mouvement communiste international lui-même, toute activité susceptible de porter atteinte à son unité et à sa cohésion. »

Souslov a parlé dans le même sens :

« La défense résolue de l'unité du mouvement communiste international sur la base des principes du marxisme-léninisme, de l'internationalisme prolétarien, du refus de toute action propre à saper cette unité, constitue une condition obligatoire de la victoire... La violation de ces principes mènerait à l'affaiblissement des forces du communisme... »

Les liens entre Pékin et Moscou

Souslov et Khrouchtchev ont consacré un couplet à « l'amitié entre deux grands partis communistes ».

Le premier a déclaré : « La Conférence a conso-

lidé encore davantage l'amitié fraternelle entre le Parti communiste de l'Union soviétique et le Parti communiste de Chine. La cohésion de nos deux partis, les plus grands dans le mouvement communiste international, a une importance exceptionnelle dans la lutte pour le triomphe de notre cause commune. »

Khrouchtchev a employé une formule identique :

« Je voudrais souligner notre volonté inébranlable de renforcer nos liens d'amitié fraternelle avec le Parti communiste de Chine, avec le grand peuple chinois. Dans ses rapports avec le Parti communiste de Chine, notre Parti a toujours considéré que l'amitié entre nos deux grands peuples, la cohésion de nos deux partis, les plus importants dans le mouvement communiste international, étaient d'une signification exceptionnellement importante dans la lutte pour le triomphe de notre cause commune. Notre Parti a donc toujours employé et emploiera toutes ses forces à consolider cette amitié profonde. »

Le rôle du Parti soviétique dans le mouvement

W. Ulbricht, dans son rapport au Plenum du S.E.D. publié le 18 décembre 1960, révélait : « La délégation du Parti communiste de l'Union soviétique a demandé qu'on s'abstienne de toute formule indiquant que le Parti communiste de l'U.R.S.S. se trouve à la tête du mouvement communiste mondial. Mais il n'existe cependant aucun doute que le Parti communiste de l'Union soviétique est le centre du mouvement communiste mondial... »

Dans son rapport, Khrouchtchev a confirmé cette précision :

« Il convient d'indiquer qu'à la Conférence, la délégation du Parti communiste de l'Union soviétique a exposé son point de vue à propos de la formule selon laquelle l'Union soviétique serait à la tête du camp socialiste et le Parti communiste de l'Union soviétique à la tête du mouvement communiste... La délégation du P.C.U.S. a proposé de ne pas inclure ces formules dans la Déclaration et dans les autres documents du mouvement communiste... La Déclaration souligne que le Parti communiste de l'Union soviétique a toujours été et reste l'avant-garde reconnue du mouvement communiste mondial... »

Il serait prématuré d'essayer de déterminer la véritable raison qui a conduit les Soviétiques à préférer « avant-garde » à « à la tête » (comme si les deux expressions comportaient au propre ou au figuré une différence fondamentale), mais de toute façon l'explication fournie par Khrouchtchev est entièrement mensongère :

« De fait, le Parti communiste de l'Union soviétique ne dirige pas les autres partis. Dans le mouvement communiste, il n'y a pas des partis « dominants » et des partis « subordonnés ». Tous les partis communistes sont égaux et indépendants. »

Qu'en dépit de cette « égalité », il y ait — pour reprendre une formule de George Orwell — des partis qui soient plus égaux que les autres, en particulier le P.C. soviétique, Souslov l'a dit à peu près ouvertement :

« Une haute appréciation du rôle du Parti communiste de l'Union soviétique a été donnée dans les interventions des délégués des partis frères à la Conférence et dans les documents de la Conférence. »

« Les participants à la Conférence ont parlé avec beaucoup d'amour de notre Parti, ont sou-

La pénétration économique de l'U.R.S.S. dans les pays sous-développés en 1960

L'ANNÉE 1960 a été marquée par un renforcement de l'effort de pénétration économique du bloc communiste dans les pays sous-développés. Cette action a pris la forme d'un accroissement de l'aide financière accordée à ces pays et d'une extension du réseau d'accords de commerce passés avec eux.

Dans le domaine financier, les crédits ouverts par le bloc communiste au titre de l'aide économique au tiers monde pour 1960 s'élèvent approximativement à 1 milliard de dollars, portant ainsi le volume global des crédits consentis depuis 1954 à environ 4,5 milliards de dollars. L'U.R.S.S. participe à cette aide pour près des trois quarts des sommes engagées.

Dans la répartition géographique de l'aide communiste en 1960, l'Asie et le Moyen-Orient sont restés les points d'application principaux de l'effort financier.

En Asie, l'Inde et l'Afghanistan demeurent les bénéficiaires privilégiés. Le Gouvernement de Delhi (dont on veut transformer le neutralisme en prosoviétisme) a reçu depuis plusieurs années une aide qui approche le milliard de dollars.

C'est cependant en Afghanistan que l'influence soviétique se fait le plus sentir et le nombre des experts soviétiques employés à l'aménagement de l'infrastructure du pays (en particulier route et aérodromes, dont l'intérêt stratégique est évident) est estimé à plus d'un millier.

L'Indonésie a bénéficié d'un crédit de 250 millions de dollars de la part de l'U.R.S.S. et de 30 millions de dollars de la part de la Tchécoslovaquie. Le Cambodge a également reçu une aide financière pour la construction d'une centrale électrique. Enfin, la Thaïlande a accepté en novembre les offres d'aide technique et scientifique faites par Moscou, et le Pakistan a accueilli favorablement les offres soviétiques de coopéra-

tion pour la prospection pétrolière sur son territoire.

Au Moyen-Orient, la R.A.U. et l'Irak ont continué à être l'objet des sollicitudes du bloc communiste. La R.A.U. a obtenu un prêt soviétique de 225 millions de dollars pour la deuxième tranche des travaux du barrage d'Assouan. En septembre 1960, un nouvel accord a été signé, qui prévoit l'extension à la province syrienne de l'aide technique soviétique pour la construction de la voie ferrée Kamechlich-Alep-Lattaquieh, la construction d'usines et la prospection minière.

L'Irak, qui avait conclu en décembre 1959 un accord d'assistance technique avec l'U.R.S.S., bénéficiera de l'aide soviétique pour la construction d'entreprises industrielles, la construction de voies ferrées (Bagdad-Bassorah et Kirkouk-Souleimania), la prospection pétrolière et minière, la construction d'un chantier naval à Bassorah et l'aménagement du Tigre et de l'Euphrate.

En Afrique, la venue à l'indépendance de nombreuses colonies va offrir un nouveau champ d'expansion à l'action économique du bloc communiste. Aussi, en 1960, celui-ci s'est-il attaché à consolider les positions déjà acquises sur ce continent. En mars 1960, l'U.R.S.S. a signé avec la Guinée un protocole d'aide technique pour la période 1960-1963 dans le cadre des crédits précédemment accordés par Moscou. Cette aide concernera en particulier la reconstruction de la voie ferrée Conakry-Kankan, la construction d'un stade de 25.000 places, la création d'un institut polytechnique et la prospection géologique.

Le Ghana a également bénéficié, en août 1960, de la signature d'un accord de coopération économique et technique prévoyant l'aide soviétique pour la construction d'un barrage sur la Volta, la prospection du sous-sol, l'organisation de

ligné l'importance exceptionnelle de son expérience pour tout le mouvement révolutionnaire international. La Déclaration adoptée par la Conférence dit : « Les partis communistes et ouvriers déclarent à l'unanimité que l'avant-garde du mouvement communiste international reconnue par tous a été et reste le Parti communiste de l'Union soviétique comme le détachement le plus expérimenté et le plus aguerri du mouvement communiste international. » (Applaudissements.)

« A propos des nombreuses interventions chaleureuses des délégations sœurs à l'adresse du P.C. de l'U.R.S.S., N.S. Khrouchtchev a dit à la Conférence : « Le Comité central de notre Parti exprime sa chaude reconnaissance fraternelle à tous les partis communistes et ouvriers qui sont intervenus à la présente Conférence et ont exprimé leur confiance en notre Parti — parti du grand Lénine. Pour cette confiance, nous présentons nos sincères remerciements et nous déclarons que nous justifierons la confiance et les espoirs que le P.C. de l'U.R.S.S. consacrera toutes ses forces, son expérience, son énergie révolutionnaire à la cause du communisme, à la cause de notre grande lutte commune. » (Applaudissements.)

Dans ce concert des louanges, le camarade Nikita Khrouchtchev n'a pas été oublié. B. Ponomarev de son côté l'a confirmé à la fin de son article :

« Dans leurs interventions à la Conférence, les représentants des partis frères de tous les continents ont parlé avec une affection et une reconnaissance énormes de l'activité infatigable pour la cause du communisme et du mouvement international ouvrier et communiste, menée par le Comité central du P.C. soviétique et le premier secrétaire du Comité central, le camarade N.S. Khrouchtchev. Ils ont souligné l'importance de la lutte, inspirée par N.S. Khrouchtchev, pour la paix et la sécurité collective, pour la destruction du système colonialiste, sa propagande profonde et passionnée pour les idées du marxisme-léninisme, les grandes réalisations de l'Union soviétique et des pays du camp socialiste. L'activité du camarade N.S. Khrouchtchev, ont noté les représentants des partis frères, contribue dans une grande mesure à renforcer la lutte des peuples pour la paix et à attirer à la cause du communisme de nouveaux détachements des travailleurs... »

B. LAZITCH.

fermes d'Etat, et la construction d'un grand hôtel à Accra. Cet accord est assorti d'un crédit soviétique de 40 millions de dollars.

En Ethiopie, le succès de la pénétration économique soviétique s'est affirmé par la signature d'un accord de coopération en mars 1960, avec octroi par Moscou d'un crédit de 400 millions de roubles. L'aide technique soviétique portera sur la construction d'une raffinerie et sur les prospections géologiques.

En décembre 1960, le Mali a bénéficié d'un crédit soviétique de 20 millions de livres.

Les offres soviétiques à la Tunisie ont abouti à la signature d'un accord de principe sur l'assistance économique, et relatif plus spécialement à la prise en charge par Moscou des études et du financement de deux barrages (lac Iskheul et

Crédits accordés par le bloc soviétique en 1960 (en roubles anciens)

	Millions de roubles
<i>U.R.S.S. :</i>	
A l'Afghanistan : janvier 1960.....	90
A la R.A.U. : janvier 1960.....	900
A l'Indonésie : février 1960.....	1.000
A Cuba : février 1960.....	400
A l'Irak : mai 1960.....	180
Au Ghana : août 1960.....	160
Au Soudan : décembre 1960.....	200
<i>Tchécoslovaquie :</i>	
A l'Indonésie : mai 1960.....	120
A Cuba : juin 1960.....	80
A la R.A.U. : juin 1960.....	110
<i>Pologne :</i>	
A la Tunisie : novembre 1960....	40
<i>Hongrie :</i>	
A Cuba : septembre 1960.....	32
<i>Chine :</i>	
Au Népal : mars 1960.....	80
A Cuba : juillet 1960.....	280
A la Guinée : septembre 1960.....	100
	<hr/> 3.772

Oued El Ksab). Tunis bénéficie également de l'assistance économique polonaise avec un crédit de 40 millions de roubles.

Comme le reste du tiers monde, l'Amérique latine a vu se développer une offensive économique du bloc communiste, dont le résultat le plus spectaculaire a été la signature de l'accord d'assistance soviéto-cubain signé le 20 juin 1960. Au cours de cette année, Cuba s'est vu octroyer des crédits pour un montant de 198 millions de dollars dont 100 offerts par l'U.R.S.S., 20 par la Tchécoslovaquie, 8 par la Hongrie et 70 par la Chine.

Des offres d'aide ont été faites par l'U.R.S.S. à la Bolivie et au Mexique, mais n'ont pas encore abouti à des accords.

Parallèlement au développement de la politique d'assistance technique et d'octroi de crédits, l'ensemble des pays communistes a procédé à l'extension du réseau d'échanges commerciaux. Des accords ont été signés non seulement avec les bénéficiaires de l'aide économique mais aussi avec des pays non engagés tels que l'Iran

(U.R.S.S., Pologne, Tchécoslovaquie), la Turquie (U.R.S.S., Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, R.D.A.), le Liban (U.R.S.S., Tchécoslovaquie, R.D.A., Pologne), le Maroc (U.R.S.S., Tchécoslovaquie, Hongrie, R.D.A., Pologne), etc.

Dans cette intense activité économique communiste, il importe de souligner l'effort fait dans le domaine éducatif : l'aide comprend la construction d'écoles techniques en Guinée, au Ghana, en Irak, au Cambodge, en Indonésie.

On retrouve, en outre, le souci de financer des réalisations spectaculaires favorisant la propagande communiste aux yeux du tiers monde : construction de barrages, de voies ferrées, d'hôpitaux, de stades.

JEAN DORAN.

Crédits octroyés par l'U.R.S.S. de 1954 à fin 1960 (en roubles anciens)

	Millions de roubles
<i>Inde :</i>	
Février 1955-Novembre 1957...	1.000
1959	100
	80
	<hr/> 1.500
	2.680
<i>Indonésie :</i>	
Septembre 1955	400
Février 1957	27
Février 1960	1.000
	<hr/> 1.427
<i>Afghanistan :</i>	
Trois crédits totalisant.....	480
Janvier 1960	90
	<hr/> 570
<i>Ceylan :</i>	
Février 1958	120
<i>R.A.U. :</i>	
Egypte : Janvier 1958	700
R.A.U. : Décembre 1958	400
Janvier 1960	900
Syrie : Octobre 1957	?
	<hr/> 2.000
<i>Irak :</i>	
Mars 1959	550
Mai 1960	180
	<hr/> 730
<i>Guinée :</i>	
Août 1959	140
<i>Ghana :</i>	
Août 1960	160
<i>Ethiopie :</i>	
Juillet 1959	400
<i>Soudan :</i>	
Décembre 1960	200
<i>Cuba :</i>	
Février 1960	400
<i>Argentine :</i>	
Octobre 1958	400
TOTAL (minimum)	<hr/> 9.227

Chronique du mouvement communiste mondial

ITALIE

NENNI DÉFEND L'AUTONOMIE DU P.S.I. PAR RAPPORT AU P.C.I.

Le Comité directeur du Parti socialiste italien, réuni le 7 janvier, enregistra le dépôt de deux thèses présentées respectivement par Riccardo Lombardi et par les députés Cattani et Paolicchi; thèses en vue de l'imminent congrès national du P.S.I.

a) La thèse Lombardi :

Il faut approfondir l'étude des rapports intérieurs dans le P.S.I.; rouvrir le dialogue entre majorité (autonomistes) et minorité (opportunistes et philo-communistes); former une direction unitaire. Pour les deux années à venir, il faut accentuer les réserves envers la D.C. En politique étrangère : maintenir la politique de neutralité entre les deux blocs en soulignant la différence entre la politique P.S.I. et celle de l'U.R.S.S.

b) La thèse Cattani-Paolicchi :

Pleine autonomie de la politique du P.S.I. en politique italienne intérieure et recherche de formes toujours plus efficaces de dialogue avec les catholiques; en politique étrangère : recherche active d'une plus grande intégration du P.S.I. dans le monde occidental.

Les deux thèses sont des thèses autonomistes, mais celle de Cattani-Paolicchi reflète la position prise le 3 janvier, lors de la réunion de la fraction autonomiste, par Zagari et Matteo Matteotti, l'ancien dauphin de Saragat.

La direction, pour le moment, s'est bornée à prendre connaissance des deux thèses autonomistes. Elle aura à enregistrer encore deux autres thèses : celle de l'« alternative socialiste », c'est-à-dire celle du courant opportuniste dirigé par Lelio Basso et celle des philocommunistes rédigée par Valori, Foa et Vecchietti.

Valori s'est borné à faire connaître que cette

thèse comprendra cinq points : 1) affirmation de l'autonomie du P.S.I., 2) pleine adhésion aux méthodes démocratiques, 3) rôle du P.S.I. pour établir une voie italienne vers le socialisme, 4) politique étrangère, 5) dialogue avec les masses catholiques. Les deux premiers points marquent pour l'instant un considérable succès pour Pietro Nenni.

**

Le Comité central s'est réuni à son tour le lendemain, 8 janvier. Ses votes étaient connus d'avance, car ses 81 membres se répartissent comme suit : 47 autonomistes, 27 philocommunistes, 7 opportunistes...

L'intérêt de cette réunion n'est pas dans la discussion byzantine sur les municipalités ni dans la lente élaboration des trois thèses finales qui s'affronteront au congrès national, mais dans le rapport général d'activité de Pietro Nenni.

Il y défend sa ligne politique, favorable à Fanfani : « Dans les moments d'urgence, le P.S.I. sollicite et stimule l'action vigoureuse des masses et ne refuse point, pour la défense de la démocratie, d'apporter son concours à des solutions parlementaires même en dehors de toute alliance avec les partis gouvernementaux. » A l'avenir, le P.S.I. participera à toutes les revendications ouvrières; il luttera pour l'extension de la politique de régionalisation et pour un majeur soutien aux écoles de l'Etat; il soutiendra « critiquement » le marché commun; « il rendra organiques les contacts avec les partis socialistes et sociaux-démocrates européens pour coordonner la lutte ouvrière au sein du marché commun et dans l'Europe des quinze ». Quant aux rapports avec les catholiques, le « P.S.I. respecte la foi et la morale chrétiennes, mais mènera l'opposition contre la D.C. en tenant compte des forces antagonistes à l'intérieur de la D.C. ». Selon Nenni, l'erreur de la D.C., c'est de prétendre à une unité politique des catholiques... « unité qui ne tiendra pourtant pas le coup au contact

Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8°

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 30 NF pour six mois et 60 NF pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 75 NF pour un an et 90 NF si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

des difficultés croissantes des problèmes qui se posent à l'Italie et à celui de l'opposition socialiste ».

Nenni proclame : « le P.S.I. n'offre point une béquille socialiste de rechange là où la D.C. est obligée de jeter la béquille fasciste; le P.S.I. s'est battu et se bat pour un changement véritable, pour un programme gouvernemental nouveau et non pour une formule administrative ». En politique étrangère, « le P.S.I. reste en dehors des blocs, indépendant tant par rapport aux partis sociaux-démocrates que par rapport aux partis communistes ». Et voici l'essentiel : « Le P.S.I. accepte le Pacte Atlantique en tant que réalité interprétée défensivement et géographiquement limité. »

Dénonçant le fractionnisme comme une maladie interne du Parti, Nenni fournit les chiffres suivants d'inscrits : 1958 : 468.671; 1960 : 505.698.

Le XXXIV^e Congrès devra aboutir à une nouvelle unité du Parti. Lui, Nenni a choisi sa voie : il faut abandonner les généralisations maximalistes. Il refuse de croire ceux qui « derrière le voile de l'unité de la classe ouvrière cherchent à cacher leur volonté effective de domination ». C'est pourquoi « la séparation des socialistes d'avec les communistes s'est accentuée ces dernières années, car nos positions sont tout à fait différentes en politique étrangère et en ce qui concerne les rapports entre pouvoir socialiste, démocratie et liberté ». Pour le P.S.I., les pays communistes « ne s'identifient point avec un pôle d'attraction ni avec la forme moderne de la lutte des classes — et pour nous, le bloc atlantique ne s'identifie pas non plus avec le camp de la liberté. » « L'unité d'action et les fronts populaires ne sont plus possibles car il n'y a pas de synthèse possible entre ces deux expériences : l'expérience socialiste et l'expérience communiste... » « La déclaration des quatre-vingt-un P.C. ne contient plus rien de ces quelques changements timidement énoncés en 1956; au contraire, cette déclaration resouline la pratique d'hégémonie et de dictature du prolétariat conçue comme hégémonie et dictature du P.C... sur ce point P.S.I. et P.C.I. sont profondément divisés et se heurtent. »

Ainsi qu'on le voit, le XXXIV^e Congrès s'annonce de plus en plus comme important pour le socialisme italien.

LAOS

CRÉATION D'UN « CONSEIL MILITAIRE NATIONAL » PAR LES COMMUNISTES.

Le 11 janvier 1961 a été créé à Xieng-Khouang, localité qui venait d'être occupée par les forces communistes, un « Comité militaire national laotien », placé sous la présidence du capitaine Cong-Lé. D'après Radio-Hanoï qui communiqua cette nouvelle, le « Comité » constitue « l'organe suprême des troupes du gouvernement royal laotien ». La décision de sa création fut prise par le prince Souphannouvong, président du Parti Néo-Lao-Haksat (P.C. laotien) et par Quinim Pholsena, ministre de l'Information du gouvernement Souvanna Phouma et qui assure l'intérim du premier ministre tant que celui-ci demeure réfugié au Cambodge. Il est bon d'ailleurs de préciser que Souphannouvong et Quinim Pholsena sont, à l'heure actuelle, installés à Hanoï.

Si officiellement le « Comité » est un organisme essentiellement militaire, il n'en a pas moins fait publier son « programme politique ». Il fut diffusé aussi bien à Pékin qu'à Hanoï et la presse

A propos des quarante ans du Parti communiste italien

LE Parti communiste italien a célébré, lui aussi, son quarantième anniversaire. C'est en effet le 20 janvier 1921 qu'au congrès national du Parti socialiste italien, qui se tenait à Livourne, une partie des délégués quitta la salle. Le lendemain, les « scissionnistes » se réunissaient en un autre endroit de la ville et constituaient le Parti communiste italien.

Ce congrès improvisé procéda à l'élection du premier Comité central du P.C.I. Il comprenait : Bordiga, Fortichiani, Gramsci, Bombacci, Misiano, Terracini, Gennari, Polano, Tasca (plus connu du public français sous le nom de A. Rossi), Grieco, Belloni, Repossi, Marabini, Parodi, Sessa et Tarsia.

A son tour, le Comité central élut un Comité exécutif avec Bordiga comme secrétaire, Fortichiani comme secrétaire adjoint, Terracini, Grieco et Repossi.

On voit que le nom de Togliatti brillait par son absence. Les communistes italiens mentent donc lorsqu'ils veulent faire de l'actuel secrétaire du P.C.I. l'un des deux fondateurs du Parti, le second étant Gramsci. Togliatti était alors un inconnu et ce ne fut qu'en 1924 que l'on commença à parler de lui. Aux élections du 6 avril 1924, il fut présenté sur la liste du P.C.I. dans la première circonscription (qui comprenait alors le Piémont). Les élections se faisaient au scrutin de liste avec vote préférentiel. La liste comportait quinze noms. Celui qui réunit le plus de votes préférentiels — 9.199 — s'appelait Maffi. Celui qui en réunit le moins — 69 seulement — s'appelait Palmiro Togliatti.

Manifestement, Togliatti n'avait pas encore réussi à se faire une place dans la partie communiste de l'opinion italienne lorsque le P.C.I. fut interdit, et c'est par des voies tortueuses qu'il monta — dans l'émigration — jusqu'au sommet où on le trouva juché lors de la chute du fascisme.

soviétique lui a fait une large publicité. En fait, ce programme reprend les points principaux de la déclaration publiée par l'« Organisation pour la construction de la paix, de la concorde et de l'unité », véritable Front populaire, créé au mois de novembre 1960 à la demande des communistes et dont les co-présidents sont le prince Souvanna Phouma et le prince Souphannouvong (1).

En instituant le « Comité militaire national », les chefs du Néo-Lao-Haksat ont visé non seulement à créer un organisme central qui dirigerait toutes les opérations militaires, mais également à englober au sein de ce « Comité » certains éléments nationalistes, hostiles au général Phoumi, et qui seront désormais entièrement contrôlés par les communistes.

Tant sur le plan politique, grâce à l'« Organisation pour la construction de la paix, de la concorde et de l'unité », que sur le plan militaire, grâce au « Comité national », les communistes peuvent à présent affirmer qu'ils sont les véritables défenseurs du « gouvernement légal du prince Souvanna Phouma ». C'est d'ailleurs ce que n'a pas manqué de préciser à un correspondant de l'agence Tass, le prince « rouge » Souphannouvong.

(1) Voir à ce propos : *Est & Ouest*, n° 250 : « La guerre civile au Laos ».